

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 2 (1995)
Heft: 3

Rubrik: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

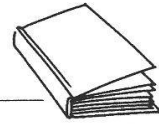
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



LITERATUR ZUM THEMA / COMPTES RENDUS THÉMATIQUES

CENTENAIRE JULES HUMBERT-DROZ

COLLOQUE SUR L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

FONDATION JULES HUMBERT-DROZ, LA CHAUX-DE-FONDS 1992, 566 P., FS 230.-

Une remarque liminaire s'impose: les *Actes* du colloque (qui s'est tenu les 25-28 septembre 1991 sous la présidence d'André Lasserre) ne sauraient pleinement rendre compte de l'intensité – oserions-nous dire émotionnelle? – de ce dernier.

Le colloque siégeant en un lieu – La Chaux-de-Fonds, les Montagnes neuchâtoises – si important dans la formation de la personnalité d'Humbert-Droz, et coïncidant – certes sans que les organisateurs l'aient prévu! – avec les grands bouleversements à l'Est (chute du Mur, effondrement du communisme comme idéologie d'État, tentative de putsch de l'été), les contributions prirent une actualité qui ne saurait totalement transparaître dans les *Actes* publiés. Dans son discours d'ouverture déjà, Pierre Broué s'interrogeait sur l'expression «la mort du communisme», en soulignant qu'elle ne vaut que si l'on considère ce dernier comme appareil de pouvoir, non comme idéal social. Dans cette optique, les événements de 1991 n'ont-ils pas simplement entériné l'acte de décès du communisme authentique, depuis longtemps frappé à mort par les apparatchiki staliens?

C'est une gageure que de rendre compte des interventions fort hétérogènes, et souvent extrêmement pointues, de 32 auteurs... Nous nous bornerons donc à

relever quelques lignes de force et problématiques.

Une première série d'exposés s'articule autour de la personne de Jules Humbert-Droz. Refusant toute hagiographie complaisante, ils mettent en lumière les ambiguïtés et les compromissions de l'homme, sa position inconfortable d'opposant boukharinien répercutant par ailleurs fidèlement (*perinde ad* son exclusion!) les mots d'ordre du maître du Kremlin: comme dans le cas du Pacte germano-soviétique. Un homme dont la pensée fut par ailleurs en évolution, du christianisme au pacifisme, ce dernier le conduisant au communisme puis, après la rupture, à la gauche du PSS.

De même, «le communisme» ne saurait être analysé comme une essence invariable: toute la partie du colloque consacrée à l'Internationale communiste (IC) de 1919 à 1943 mit en évidence son évolution dans le sens d'une dépendance croissante envers Staline. C'est du moins la thèse développée par Friedrich Firsov et nuancée, relativisée par d'autres intervenants. Au centre de la problématique: le processus de décision dans l'énorme machine bureaucratique aux multiples ramifications qu'était devenue l'Internationale; le degré de pureté de l'orthodoxie et l'existence ou non de courants internes; le degré de centralisation ou d'autonomie relative des partis nationaux; les formes de résistance oppositionnelle interne ou externe aux diktats de Moscou (bordighisme, Fédération catalane, trotskysme, zinoviévisme...).

Faute de place, nous laisserons ici de côté les interventions portant sur des sections nationales – belge, scandinaves, espagnole, sud-américaines, etc. – de l'IC. Avec les exposés de Mauro Cerutti (les communistes de l'émigration antifasciste italienne en Suisse), de Marc Vuilleumier sur l'évolution contraire d'Humbert-Droz et Léon Nicole, de Marc Perrenoud qui

replaces la figure centrale du colloque dans le cadre des forces de gauche neuchâtoises, nous revenons en Suisse. La communication de Brigitte Studer pose quelques jalons d'une réflexion (méticuleusement reprise dans sa thèse récemment publiée) sur la marge d'indépendance – qui se révèle extrêmement ténue – du Parti communiste suisse envers l'organisation faïtière, aussi bien sur les plans politique qu'économique ou structurel. Elle donne aussi d'intéressantes précisions sur les fonctions (de propagande, d'édition, de refuge, etc.) du PCS dans l'appareil du Komintern.

Humbert-Droz lui-même a posé les bases d'une analyse rétrospective critique sur son action. Annie Kriegel nous rappelle que *L'«Œil de Moscou» à Paris* allait assurer à la célèbre collection Archives de Pierre Nora sa réputation internationale.

Comme toute publication de ce type (c'est probablement une loi du genre...), les *Actes* du colloque souffrent de l'intérêt inégal et de l'hétérogénéité des contributions. Hétérogénéité qui tient notamment au double axe d'étude: l'IC et Jules Humbert-Droz, la vie de celui-ci ne coïncidant que partiellement avec celle-là. Il n'empêche: de cette multiplicité des points de vue, de cette focalisation sur des sujets d'ampleur différente, de cette juxtaposition de situations nationales ou locales se dégage une image beaucoup plus précise et nuancée de l'IC, de son fonctionnement et du rôle qu'y joua notre compatriote. Par ailleurs les références bibliographiques – pour certaines d'entre elles il s'agit de travaux peu connus en Suisse – seront indiscutablement utiles au chercheur. Enfin, par la simultanéité de cette rencontre internationale, que nous signalions au début de notre compte rendu, avec les dramatiques bouleversements politiques de l'année 1991, le colloque

ment académique. Il constitue une interrogation sur notre temps.

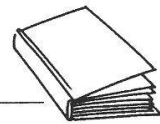
Pierre Jeanneret (Lausanne)

BRIGITTE STUDER
UN PARTI SOUS INFLUENCE
LE PARTI COMMUNISTE SUISSE,
UNE SECTION DU KOMINTERN
1931 À 1939

L'AGE D'HOMME, LAUSANNE 1994, 818 P., FR. 89.–

Die Arbeit von Brigitte Studer, ein über achthundert Seiten langes Buch, bringt eine weitere wichtige Ergänzung zur schon umfangreichen Forschung über die Kommunistische Partei der Schweiz (z. B. von Peter Stettler, Peter Huber, Willi Gerster u. a.). Es mutet etwas seltsam an, dass für diese im schweizerischen politischen System nun doch eher marginale Partei – ihren Höhepunkt auf gesamtschweizerischer Ebene bildeten die Nationalratswahlen von 1925 mit zwei Prozent der Stimmen – heute beinahe mehr moderne Studien greifbar sind, als dies beispielsweise für die grosse Freisinnigdemokratische Partei der Fall ist.

Der eigentliche Textteil von Studers Arbeit umfasst etwas mehr als zwei Drittel des Buches. Im Anhang findet sich, auf über hundert Seiten, eine äusserst nützliche Sammlung von Kurzbiographien. Der Aufbau der Studie selber beruht auf drei grossen, thematisch definierten Teilen, betitelt mit «Die Anpassung», «Die Organisation und die Akteure» sowie «Die Aktion». Im ersten Teil geht es in erster Linie darum, den mühsamen Anpassungsprozess der Schweizer Kommunisten an die brutal wechselnden politischen Direktiven der Komintern zu beschreiben. Im zweiten Teil wird dann die Schweizer Gruppe im Rahmen der Organisation der Kommunistischen Internationale vorgestellt. Und im dritten Teil



verfolgt die Autorin die Aktivität der Kommunisten in der Schweiz. Dieser Aufbau, bei dem unter drei verschiedenen Gesichtspunkten dieselbe historische Periode durchgearbeitet wird, befördert zweifellos die Tendenz zu einer gewissen Redundanz. Gleichzeitig bewirkt aber die thematisch-strukturelle Trennung in verschiedene Ebenen eine nicht unbedenkliche Verengung bei der Behandlung wichtiger Ereignisse oder komplexer historischer Phasen.

Der erste Teil, der mit einem Überblick der Entwicklung der Kommunistischen Internationale einsetzt, zeigt, wie Moskau seine ideologischen Direktiven in der Schweizer Sektion durchsetzte. Im zweiten Teil wird auf die organisatorische Verbindung zwischen der KPS und der Komintern eingegangen, wobei das Leben und die Tätigkeit der Schweizer im Apparat der Komintern besondere Beachtung erfahren. Interessant sind die ebenfalls in diesem Abschnitt vorgetragenen Analysen der Kaderstruktur, der Ausbildungsformen und der Sozialprofile der führenden Kommunisten. Im dritten Teil schliesslich finden wir die Auflistung der Aktivitäten in der Schweiz, die von der formellen politischen Tätigkeit in den Parlamenten über die Presse bis zu den verschiedenen kulturellen Aktionen reicht. In der «Conclusion» stellt dann die Autorin zusammenfassend fest (S. 569): «Cette étude sur les rapports entre le PCS et l'Internationale dans les années trente a démontré deux choses: l'ampleur de la sujétion et l'imbrication étroite de la section suisse aux structures du Komintern aussi bien sur le plan de l'organisation et des personnes qu'au point de vue matériel.»

Der schon erwähnte gewaltige Umfang des Buches lässt erahnen, dass hier ein äusserst umfangreiches Material durchgesehen worden ist. Nicht nur die Archive – neben den schweizerischen insbesondere das nun teilweise zugäng-

liche Archiv der Komintern –, sondern ebenfalls eine umfangreiche Literatur sind aufgenommen und eingearbeitet worden. Doch trotz dieser Fülle und den breiten Darlegungen bleibt am Ende der Lektüre ein Gefühl des Unbehagens. Hat man nun, so stellt man sich die Frage, ein besseres Verständnis für das Phänomen des Kommunismus und des Stalinismus gewonnen? Kann man in etwa nachvollziehen, warum und wie rund 2000 Bürger und Bürgerinnen – die Frauen machen allerdings weniger als zehn Prozent des Gesamtbestandes der Partei aus – sich dieser Partei verpflichtet und ihr zum Teil unter grossen Opfern gedient haben?

Diese und ähnliche Fragen drängen sich auf, weil der Arbeit von Brigitte Studer meiner Ansicht nach gewisse konzeptionelle Schwächen anhaften. Dies liegt einerseits daran, dass kaum systematische Synthesen – abgesehen von der Bekräftigung der totalen Unterwerfung der KPS unter Moskau – angestrebt wurden. Andererseits aber lässt sich die Autorin in zahlreiche, an sich gewiss oft interessante Detailbeschreibungen und Exkurse, gelegentlich aber auch längere Abschweifungen ein, die dann den Blick aufs Wesentliche verbergen. Mich hat insbesondere gestört, dass dem Kontext, das heisst der schweizerischen politischen Landschaft, in der die Kommunisten sich einrichten müssen, zu wenig Beachtung geschenkt wurde. Denn um verstehen zu können, warum sich Bürger eines demokratischen Staatswesens einer vom Totalitarismus geprägten politischen Praxis hingeben, müsste wohl auch das allgemeine Umfeld eingehend ausgeleuchtet werden. So kommt man denn zu einer Art sinnentleerten Schlussfolgerung, wie sie im Titel der Besprechung des Buches in der NZZ (12. Januar 1995) angedeutet ist: «Totalitäres Nest in einer liberalen Gesellschaft».

Gelegentlich haben mich auch ge-

wisse Details irritiert (wobei ich gerne die unvermeidlichen Ungenauigkeiten, etwa in Anmerkungen, übersehen will). Es geht dabei um die Art und Weise, wie gewisse Themen aufgegriffen und in Zusammenhänge – oder manchmal eben nicht in die relevanten Zusammenhänge – gestellt werden. In einem kleinen Abschnitt, der uns die der KPS angehörenden Schriftsteller und Architekten (so der Titel auf S. 367), vorstellt, findet sich beispielsweise auch der Name von Hans Mühlestein. Dieser das Mittelmass weit überragende Intellektuelle wird hier aber nur als kleiner Schriftsteller und Gelegenheitsjournalist vorgestellt, der den Sirenen gesängen der Kommunisten erlegen sei. Diese Art, Mühlestein in die politische Geschichte einzubringen, wird dessen Persönlichkeit nicht gerecht und verfälscht vermutlichlicherweise in starkem Masse die Motive, die ihn zum Anschluss an die Kommunisten geführt haben. Man erhält hier bestenfalls den etwas einseitigen Eindruck, dass diesem «totalitären Nest» eben auch nur relativ fragwürdige Charaktere zulaufen konnten. Glücklicherweise enthält die im Anhang angeführte Kurzbiographie einige Angaben, die auf ein etwas differenzierteres Bild dieser Persönlichkeit schliessen lassen.

Um nicht dem Vorwurf ausgesetzt zu sein, nur pauschale Kritik vorzutragen, füge ich noch ein zweites Beispiel an. Im Kapitel, das der Frage der Familie und dem Verhältnis der Geschlechter gewidmet ist, wird das Problem der Abtreibung rasch in einer Fussnote erwähnt (S. 378). Ich kann nun nicht recht einsehen, warum dieses Thema, das nicht nur in der Zwischenkriegszeit eine wichtige Rolle in den sozialpolitischen Vorstellungen der Linken spielte, weitgehend vernachlässigt wird, während andere Aspekte, wie beispielsweise die Rolle der Frau in der Familie oder die Scheidungsrate der Kommunisten, breit ausgeführt werden.

Gewiss, solche Gewichtungen liegen im Ermessensspielraum der Autorin – aber gerade sie werden vom kritischen Leser von Fall zu Fall hinterfragt werden müssen.

Es bleiben, nach einer umfangreichen Lektüre, in der dichte Beschreibungen mit Detailstudien und Exkursen abwechseln, neben vielen neuen Erkenntnissen auch viele offene Fragen übrig. Aber das von Brigitte Studer breit ausgelegte Material wird es erlauben, verbunden mit der Lektüre der in den letzten Jahren publizierten Studien, der Geschichte des Stalinismus und Kommunismus in der Schweiz einen Schritt näher zu kommen.

Hans Ulrich Jost (Lausanne)

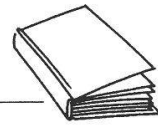
PETER HUBER

STALINS SCHATTEN IN DIE SCHWEIZ

SCHWEIZER KOMMUNISTEN IN MOSKAU: VERTEIDIGER UND GEFANGENE DER KOMINTERN

CHRONOS, ZÜRICH 1994, 629 S., 58 ABB., FR. 78.–

Die von Huber veröffentlichte Untersuchung über Schweizer Kommunisten und Kommunistinnen im Moskau der dreissiger Jahre kann sich über mangelnde Aufmerksamkeit und Anerkennung innerhalb und ausserhalb der Zunft nicht beklagen. Im Gegenteil, das Buch wurde in Besprechungen bereits als «wichtiger Markstein», als «Standardwerk» oder gar als künftiger «Klassiker» zur Geschichtsschreibung der Komintern behandelt, vermag doch der Autor dank der Gunst des Augenblicks mit neuen Quellen aus den bis 1991 (und neuerdings wiederum) verschlossenen Moskauer Archiven aufzuwarten. So konnte er insbesondere Einsicht in die Kaderakten des Kominternapparats nehmen; er hat aber auch im Bundesarchiv liegende und bisher nicht



beachtete Quellen aufgearbeitet. Damit gelang es ihm, bisher nur vermutete oder aus der – nicht immer zuverlässigen – Memoirenliteratur bekannte Umstände und Zusammenhänge vor und während des Grossen Terrors zu präzisieren und an konkreten Beispielen sichtbar zu machen.

Huber versucht einleitend, das komplizierte «Repressionsgefüge der Komintern», dessen verschiedene Instanzen und deren Entwicklungen mit ihrem ständig schneller wechselnden Personal sowie das Verhältnis dieser Gremien zum Geheimdienst NKWD und seinen wachsenden Einfluss auf die Organe der Komintern zu rekonstruieren. Anhand der neuen Quellen kann er nicht nur bisher unbekannte Instanzen, wie die seit 1932 arbeitende Kaderabteilung nachweisen, sondern auch die bisher nur vermutete Mitverantwortung führender Kader mit teils internationalem Ansehen, unter ihnen Dimitrov oder Manuilski, und ihre aktive Zusammenarbeit mit dem NKWD feststellen. Zu Recht betont Huber ihre Mittäterschaft an den «Säuberungen». Daran schliesst eine Darstellung über das «Russlandschweizerbüro im EPD» und die Vertretung des IKRK durch Woldemar Wehrlin in Moskau an, eine quasi-konsularische Einrichtung trotz der seit November 1918 abgebrochenen diplomatischen Beziehungen, wie schon von anderen Rezensenten festgestellt, ein neuer Beitrag zur Geschichte der schweizerisch-sowjetischen Beziehungen und zur Diplomatiegeschichte der Schweiz. Auf diesem Hintergrund stellt der Autor anhand der Kaderakten, einzelner KGB-Dossiers sowie zahlreicher von mehreren eidgenössischen Amtsstellen angelegter Personendossiers verschiedene Muster der von Schweizer Auswanderern, zumeist Kommunisten und Kommunistinnen, in der Sowjetunion erlittenen Repression dar, die von Arbeitsverbot über Ausweisung, verweigerte Ausreise, Verhaftung, Deportation und Lager bis

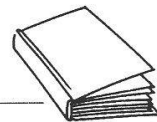
zur Hinrichtung reichen oder unter die Rubrik «verschollen» fallen. Auf ausgewählte ausführliche Biographien folgen Kurzbiographien von über fünfzig weiteren Personen. Dieser Hauptteil der Untersuchung ist der interessanteste und berührendste zugleich. Er wirft ein Licht auf die schwierige Existenz von Ausländern zur Zeit des Grossen Terrors in Moskau und in der Provinz, gibt Einblick in die unterschiedlichen Schwierigkeiten, den beruflichen und privaten sowjetischen Alltag in der zweiten Hälfte der dreissiger Jahre zu bewältigen, er zeigt die Hysterie gegen Ausländer und insbesondere die Mechanismen der Verfolgung durch die verschiedenen Instanzen, er schildert aber auch die Reaktionen und Überlebensstrategien der Betroffenen, die unter dem Druck der Verhältnisse auch zu Tätern werden konnten. Er holt so die von der Repression in den Orkus des Vergessens Geworfenen wieder in die Geschichte zurück. Dass an den politischen Überprüfungen der Schweizer Kommunisten in der Sowjetunion auch die Kommunistische Partei der Schweiz, ihre Führung und ihr Vertreter in Moskau, beteiligt waren und dabei die Vorgaben Moskaus dienstfertig erfüllten, verdient als ein weiteres Resultat festgehalten zu werden. Damit relativiert sich das Bild, das etwa ein Jules Humbert-Droz in seinen Memoiren von sich und seinen Aktivitäten vermittelte. Huber ergänzt seine Darstellung durch biographische Skizzen hauptsächlich von Funktionären verschiedener nationaler kommunistischer Parteien und der Komintern – warum beschränken sich die Vornamen der sowjetischen Kader auf Initialen? –, durch Abbildungen von Personen und Dokumenten sowie Abschriften von Dokumenten. Weshalb Huber schliesslich die zwei Exkurse über den «Überwachungsapparat der Komintern im Spanischen Bürgerkrieg» sowie über den vom NKWD in der Schweiz

ermordeten Ignaz Reiss, ein abgesprungenes Führungsmitglied der sowjetischen militärischen Abwehr, auch noch in diesen Band aufgenommen hat, bleibt sein Geheimnis. Zwar zeigt er an den Auslandsaktivitäten ein weiteres Betätigungsfeld des NKWD, doch mit dem Hauptthema hat dies nur bedingt zu tun. Der Beitrag über Aktivitäten der Komintern gegen Oppositionelle im Spanischen Bürgerkrieg basiert von Ausnahmen abgesehen überdies auf bekannten Quellen, denen Huber etwa im Fall Otto Brunner keine neue Fakten hinzufügt, sondern nur die alten Verdachtsmomente wiederholt. Zudem hat Huber die Resultate seit 1990 einzeln oder zusammen wenigstens siebenmal in schweizerischen, deutschen und französischen Zeitschriften bzw. Tagungsbänden publiziert.

Leider verwandte Huber nicht ebenso viel Sorgfalt auf die Darstellung, wie er sie für die beeindruckende Archivarbeit aufbrachte. Er verzichtete weitgehend auf eine eigene Darstellungsstruktur und liess sich statt dessen vom biographischen Archivmaterial leiten, wollte aber auch auf Sachgesichtspunkte nicht verzichten. Das führte dazu, dass Wichtiges neben Unwichtigem steht, der Erzählfluss durch Nebenerzählungen unterbrochen wird, die zur weiteren Erhellung des Problems nichts beitragen, während eine Sachfrage wie beispielsweise die Finanzierung der KPS durch Moskau an fünf Stellen nachgeschlagen werden muss. Zugleich fehlt ein Abriss über die sowjetischen Probleme, Diskussionen, Kampagnen usw., die das Schicksal der Schweizer Auswanderer mitbestimmt haben. Statt dessen wimmelt es von ermüdenden Wiederholungen. Bei einem Text von diesem Umfang sind Überschneidungen wohl nicht zu vermeiden, im Einzelfall sogar erwünscht. Doch hier wird des Guten zu viel getan. Um nur zwei einfache Beispiele zu nennen: der Leser erfährt sechs-

mal, dass Georg Alichanov der Vater von Elena Bonner ist, und die Geschichte des Basler Polizeibeamten Habijanec, der Schweizer Pässe fälschte, die für die illegale Arbeit der Komintern benutzt wurden, wird dreimal erzählt und zweimal erwähnt usw., usw. Der Anmerkungsapparat ist unnötig gross, schlecht redigiert und weist ebenfalls zahlreiche Wiederholungen auf. Dies ist zum Teil eine Folge von Hubers Entscheid, die Literaturliste knapp zu halten; eine andere: jede Leserin und jeder Leser darf nun selber mühsam herausfinden, welche Literatur der Autor benutzt oder nicht benutzt hat.

Die Untersuchung von Huber liefert nicht nur neue, wie er selber einräumt, teils nur vorläufige Resultate, sie wirft auch Fragen grundsätzlicher Art auf, wie sie bereits von den Historikerinnen und Historikern der Ersten und Zweiten Internationale erörtert worden sind. Das Hauptproblem scheint mir zu sein, dass der von Huber verfolgte Ansatz einseitig auf die Institutionen- und Ideologiegeschichte der Komintern ausgerichtet ist, während sozialgeschichtliche Fragestellungen und Erklärungsversuche keine Berücksichtigung finden. Nun ist zwar die Geschichte von Institutionen und Ideen nicht abzulehnen und die Rekonstruktion der Repressionsmechanismen wie der persönlichen Verantwortlichkeiten ist ein legitimes Anliegen historischer Forschung. Ein auf diese Untersuchungsrichtung beschränkter Ansatz dürfte jedoch dazu führen, dass mit zunehmender Öffnung der russischen Archive die Apparate der Komintern und der Sowjetunion, ihres Personals und dessen Tun, immer präziser erfasst werden, aber zur Erklärung des Phänomens des Grossen Terrors wird dies auf die Länge immer weniger beitragen, der Grenznutzen mit zunehmendem Aufwand immer kleiner werden. Zudem ist ja aufgrund der bis-



herigen Forschung, aber auch der Memoirenliteratur gerade in diesem Punkt nicht bei Null zu beginnen. Überdies läuft ein solcher Ansatz Gefahr, dass die damaligen Konflikte in der Geschichtsschreibung nochmals ausgetragen werden. Gerade dies wird im vorliegenden Buch an zwei Punkten spürbar: Huber lässt nicht nur in seiner Beurteilung der Schweizer Kommunistinnen und Kommunisten verschiedentlich die nötige Sensibilität vermissen; indem er das sowjetische soziopolitische Umfeld ausblendet und sich allein auf die Apparate konzentriert, kann er auch das Handeln der Funktionäre nur als ein Verhalten im Rahmen der Machtfrage begreifen und bleibt so dem zeitgenössischen Blockdenken – Stalin versus Trotzki, Stalin versus die Gruppe um Rjutin – verhaftet. Es scheint mir typisch, dass er Pierre Broués These vom «Präventivschlag von Stalin gegen parteiinterne Gruppierungen» für die plausibelste hält, um den Grossen Terror zu erklären. Dies ist gewiss eine mögliche Erklärung, genügt allein aber wohl nicht. Kann die Komintern in den dreissiger Jahren tatsächlich so losgelöst von der sowjetischen Realität betrachtet werden? Müsste angesichts der wachsenden Zahl von sowjetischen Kadern im Kominternapparat, angesichts des von Huber konstatierten wachsenden Einflusses des NKWD der Kominternapparat nicht vielmehr auch als Teil der sowjetischen Realität betrachtet werden, der immer auch im Spannungsfeld vielfältiger gesellschaftlicher Einflüsse stand? Welches war die tatsächliche Rolle des NKWD, der für die von ihm auf der Basis der Zwangsarbeit betriebene Lagerwirtschaft stets für genügend Nachschub an Arbeitskräften sorgen musste, und in welchem Verhältnis stand er zur Partei? Zudem ist es schlicht nicht vorstellbar, dass ohne einen, wie auch immer begründeten, Massenkonsens die Repressionspolitik in der Sowjetunion

eine Basis gehabt hätte. Wieso sollte im Falle der Sowjetunion nicht gelten, was für Untersuchungen von gesellschaftlichen Entwicklungen und Prozessen in der Geschichtsschreibung längst selbstverständlich geworden ist? Auch die Sowjetbürger der Repressionsjahre können nicht nur als passive Muschiks, müssen vielmehr als Subjekte, die im Rahmen ihrer Möglichkeiten wohl zu handeln verstanden, begriffen werden. Huber gibt übrigens selbst ein Beispiel für den Einfluss gesellschaftlicher Entwicklungen in der Sowjetunion auf den Terror mit der ab 1936 zunehmend um sich greifenden – und in den Medien und von der Partei auch geschürten – Hysterie gegen Ausländer, wie er sie etwa in den Denunziationen aus den Betrieben gegen Schweizer mit zum Teil besseren Stellungen sichtbar macht.

Ebenso problematisch scheint mir die von Huber vorausgesetzte Entwicklung der Sowjetunion als eine planmässige Abfolge von Schritten in Richtung Grosser Terror, die in den Prozessen von 1936–1938 kulminierte. So werden etwa die Schwierigkeiten der Schweizer Auswanderer in den dreissiger Jahren, Mitglied der WKP(b) (ab 1952 KPdSU) zu werden, einseitig als Zeichen der «nochmaligen gesellschaftlichen Verfinsternung» interpretiert, dagegen die nach 1929 periodisch vorgenommenen Überprüfungen der Parteimitglieder und der Aufnahmestopp zwischen 1933 und Ende 1936 als Mittel, die Flut von Neueintritten im Gefolge des ersten Fünfjahresplans (1928/29–1932) von mehr als einer Million Mitgliedern in den Griff zu bekommen, nicht in die Argumentation miteinbezogen. Unter diesem Aspekt muss dann freilich die – begreifliche – Enttäuschung der Schweizer auch als ein Zeichen dafür gewertet werden, wie wenig sie von den Realitäten ihres «gelobten Landes» wussten bzw. als Hin-

weis auf den Grad ihrer Selbsttäuschung interpretiert werden.

Zu befragen bleibt aus den gleichen Gründen auch Hubers Annahme der Rationalität des Kominternapparats und im Zusammenhang damit auch der Versuch, ein «Robotbild des kominterninternen «Säuberungsopfers» nachzuzeichnen. Gerade aufgrund der Lektüre von Hubers Buch erhielt ich einen anderen Eindruck, nämlich den von einer längst nicht immer rational entscheidenden Bürokratie und eindeutig zuständigen Instanzen; vielmehr scheinen bei den Entscheidungen über Leben und Tod auch Zufälle und Unwägbarkeiten mitgespielt zu haben. Jedenfalls fehlen auch Huber für mehrere Fälle von Verurteilung bzw. Nicht-Verurteilung einleuchtende Erklärungen.

Schliesslich ist Hubers Entscheid zu bedauern, das reichhaltige Material von ca. 100 Biographien nur als Einzelfälle oder in lexikalischer Form mitzuteilen. Dagegen hätte eine zusammenfassende Darstellung der schweizerischen Auswanderung in die Sowjetunion im Rahmen der sozialen, wirtschaftlichen und politischen Entwicklung der Schweiz in den zwanziger und dreissiger Jahren nicht nur kollektivbiographische Einsichten in soziale Herkunft, Beruf, Parteimitgliedschaft, Ursachen und Motive der Emigration usw. ermöglicht (die nun wohl errahnt werden können), sie hätte auch die Reaktionen von Wirtschaft und Politik auf die kommunistische Herausforderung verdeutlicht und damit auch das Wissen über den Grad von Demokratie der Schweiz jener Jahre bereichert. Dies ist um so mehr zu bedauern, als gerade die Reduktion auf den in Stalin verkörperten Terror es den professionellen Antikommunisten etwa von der Neuen Zürcher Zeitung leicht macht, sich in ihren nicht weniger ideologisch geprägten Vorurteilen bestätigt zu finden, nachdem die Beweise nun im Detail vorliegen.

Zum Schluss eine Bemerkung allgemeiner Art. Mit den drei Arbeiten von Peter Stettler (1981), Peter Huber (1994) und Brigitte Studer (1994) ist die kleine Kommunistische Partei der Schweiz, die im politischen und gesellschaftlichen Leben der Schweiz, vom wirtschaftlichen ganz zu schweigen, nie über eine marginale Rolle hinaus kam, erforscht wie keine andere politische Bewegung des 19. und 20. Jahrhunderts, während vergleichbare Untersuchungen über den hegemonialen Freisinn in seinen verschiedenen Aspekten weitgehend fehlen. Dies ist eine Disproportion, die zu denken geben muss.

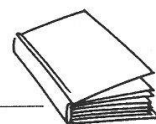
Markus Bürgi (Zürich)

**ANTOINE FLEURY & DANIELÉ
TOSATO-RIGO (ÉDS)
SUISSE–RUSSIE
SCHWEIZ–RUSSLAND
CONTACTS ET RUPTURES
(1813–1955). AUFBAU UND KRISEN
DER BEZIEHUNGEN 1813–1955**

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET ARCHIVES FÉDÉRALES SUISSES, HAUPT, BERNE
1994, 853 P., FS 68.–

Dans ce volume publié sous le patronage du Département fédéral suisse des Affaires étrangères et du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, on peut consulter près de 850 pages de documents issus des Archives fédérales suisses ainsi que des Archives de la politique extérieure de la Russie tsariste puis soviétique, à Moscou. Fruit d'une collaboration entre historiens russes et suisses, cet ouvrage offre une abondance de sources très intéressantes, relatives à l'histoire des rapports bilatéraux entre la Suisse et la Russie, ou l'Union soviétique.

Les autorités de patronage, René Felber et Flavio Cotti, chefs successifs du Département fédéral des Affaires étran-



gères, et Andreï Kozyrev, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie au moment de la publication de ce volume, expriment leur satisfaction dans un langage qui flirte avec la langue de bois. Selon Kozyrev, «ce recueil de documents authentiques dont la plupart sont publiés pour la première fois, permet aux diplomates, aux savants, aux spécialistes et à l'opinion publique de voir sous un nouvel angle les débuts des relations entre nos deux pays et leur évolution pendant plus de 140 années. [...] Le bilan général de ce partenariat s'avère positif. C'est un exemple d'amour de la paix qui mérite le respect et qui est assez rare dans le système des relations internationales de l'histoire moderne» (p. vii).

Les historiens suisses chargés de l'édition des sources, Danièle Tosato-Rigo et Antoine Fleury, nuancent cette position et soulignent par exemple la difficulté qu'ils ont eue à publier des «documents soviétiques concernant la Suisse entre 1939 et 1946, notamment sur les négociations de Londres de 1944 en vue de rétablir les relations diplomatiques et sur la question des internés et réfugiés soviétiques en Suisse à l'issue de la Deuxième guerre mondiale» (p. xviii).

A la lecture des textes, en effet, les relations entre les deux États se révèlent bien moins lisses que ce que les autorités de patronage ont bien voulu en dire. En témoignent notamment près de 80 pages consacrées aux documents des années 1917–1918, période de la Révolution en Russie et de la grève générale en Suisse, ainsi que celles qui rappellent l'épopée du rapatriement des Suisses de Russie dans les décennies qui ont suivi la Révolution. Sont également publiés plusieurs textes intéressants datant de 1941, lorsque la Suisse a signé un accord commercial avec Moscou: le Pacte germano-soviétique était alors en vigueur et il a largement contribué à la conclusion de cet

accord. En raison de l'attaque de l'URSS par les troupes de l'Allemagne nazie, ce traité commercial ne sera jamais appliqué. Par contre, de larges milieux économiques suisses et certaines sphères du pouvoir helvétique soutiendront, avec un certain enthousiasme, la «croisade anti-communiste» engagée par le Troisième Reich contre l'URSS. Ce document secret issu des archives russes est là pour le rappeler: «Pendant la première partie de la guerre soviéto-allemande, la Suisse, en dépit de la déclaration qu'elle avait faite sur son respect d'une neutralité absolue dans cette guerre, rendit en fait toutes sortes de services à l'Allemagne. Elle mit à la disposition de celle-ci son industrie et presque toutes ses réserves disponibles en matières premières et d'approvisionnement. Elle conclut avec l'Allemagne toute une série d'accords commerciaux et de clearing à des conditions avantageuses pour cette dernière. La Suisse fut le pays où l'Allemagne transféra une partie de son industrie, où l'Allemagne mit en dépôt les objets de valeur pillés par les armées allemandes dans les districts et les régions occupés; elle fut le pays où les plus grands magnats de l'impérialisme allemand transféraient leurs capitaux, et enfin, et c'est là le principal, elle devint le centre de l'espionnage international allemand» (p. 535).

Minutieusement annoté, ce volume est peu mis en valeur par le reste de l'appareil critique. Une liste des documents publiés, voire une brève orientation sur le contenu de ceux-ci, auraient sans doute apporté beaucoup à l'édition et rendu son utilisation moins aléatoire et frustrante. La table thématique des documents et l'index des noms de personnes sont succincts, on ne trouve aucun index des associations, entreprises, banques, etc. Les historiens, éditeurs ou lecteurs, apparaissent en quelque sorte comme les parents pauvres de l'entreprise. Cela déçoit

surtout parce que les connaissances que les responsables de l'édition ont dû accumuler et maîtriser pour mener à bien ce travail sont en grande partie soustraites aux lecteurs: l'ensemble du volume est présenté en quatre modestes pages. C'est peu, mais cela convainc néanmoins que l'histoire sociale, politique et économique des relations entre la Suisse et la Russie aux XIXe et XXe siècles mérite d'être approfondie.

Sophie Pavillon (Lausanne)

HERMANN WICHERS
IM KAMPF GEGEN HITLER
DEUTSCHE SOZIALISTEN
IM SCHWEIZER EXIL 1933–1940

CHRONOS, ZÜRICH 1994, 428 S., FR. 48.–

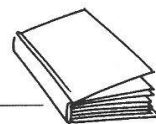
«Wir haben keine politischen und keine jüdischen Flüchtlinge in unserm Kanton. Man mag in Bern befahlen und beschliessen, was man will», so der Thurgauer Polizeikommandant im August 1938, «unser Kanton wird keine Flüchtlinge zulassen.» (S. 58) Bisweilen verblüffende und öfter erschreckende Einblicke in eine Praxis, die jeder demokratischen und rechtsstaatlichen Tradition spottet, eröffnet die minutiöse politische Geschichte des deutschen Exils in der Schweiz von 1933 bis 1940. Wichers holt weit aus und schildert in einem ersten Teil das Umfeld der zunehmend von fremdenfeindlichem Kalkül und Sozialismusfurcht bestimmten Ausländerpolitik der Eidgenossenschaft seit dem Ersten Weltkrieg, bevor er in einem zweiten Teil die Hilfs- und Solidaritätsaktionen der schweizerischen Arbeiterbewegung und in einem dritten Teil die politischen Aktivitäten des Exils in der Schweiz bzw. von der Schweiz nach Deutschland hinein darstellt.

Eine *politische* Geschichte ist dies, 148 ■ insofern die schwierigen Lebensverhält-

nisse der Flüchtlinge nur am Rande Darstellung finden; um *Sozialisten* geht es im umfassendsten Sinn, d. h. neben dem schwer in sich zerstrittenen sozialdemokratischen geht es auch um das straff organisierte kommunistische Exil sowie die Anhänger zahlreicher, politisch wenig bedeutsamer, aber überaus aktiver Kleingruppen zwischen diesen Blöcken. Zeitlich setzt das Jahr 1940 angesichts der verfolgten Fragestellungen eine sinnvolle Zäsur, endete doch in jenem Jahr mit der Einweisung der meisten politischen Flüchtlinge in Arbeitslager und der Isolation der Schweiz nach der Niederlage Frankreichs definitiv die politische Wirkungsmöglichkeit aus dem Schweizer Exil.

Noch während der Recherchen zur Arbeit eröffnete der Schweizer «Fichen-skandal» von 1991 neue Perspektiven, indem sich plötzlich der Zugang zu einem Teil der Akten der Bundesanwaltschaft öffnete, der bis dahin auch gegenüber wohlbegründeten Forschungsanliegen stets verweigert worden war. Aufschlussreich ist immerhin die Tatsache, dass auch nun noch über die Hälfte der relevanten Personendossiers und eine unbekannte Zahl von Sachdossiers gesperrt blieben, nicht zuletzt deshalb, weil die betreffenden Personen auch über das Kriegsende und ihre Ausreise aus der Schweiz hinaus weiterhin unter Beobachtung blieben. Dies betrifft sogar einen Wilhelm Hoegner, zeitweiligen bayrischen Ministerpräsidenten der Nachkriegszeit.

Diese Bemerkungen deuten schon darauf hin: Wichers Buch stellt einen wertvollen Beitrag zur Entstehungsgeschichte des «Schnüffelstaates» Schweiz dar und ist insofern auch für jene von Interesse, denen das deutsche Exil der 30er Jahre fern liegt. Überaus deutlich tritt die politische Einäugigkeit der Staateschützer hervor, die auch angesichts des bedrohlich anwachsenden Nationalsozia-



lismus keine grössere Gefahr kannten als eine Handvoll ohnmächtiger Kommunisten. Ebenso deutlich wird der hausgemachte Charakter der Schweizer Asylpolitik, die in keiner Weise durch deutschen Druck bestimmt war. Im Gegenteil: wo solcher Druck erfolgte, wurde man auf schweizerischer Seite durchaus widerborstig, freilich nicht um der Menschlichkeit gegenüber den Verfolgten, sondern um der eigenen Souveränität willen. Da mutet es als schwacher Trost an, wenn sich die öfter vermutete Zusammenarbeit zwischen Gestapo und Bundesanwaltschaft nicht bestätigt; auf einer informellen Stufe mit so hochkarätigen Beteiligten wie dem Chef der Bundespolizei, Werner Balsiger, fand durchaus ein Informationsaustausch mit NS-Stellen statt. Der «Vaterländische Verband» schliesslich – diesen Nachweis erbringt Wichers anhand deutscher Akten – arbeitete ganz unmittelbar mit der Gestapo zusammen und belieferte die Bundesanwaltschaft mit denunziatorischem Material.

Die Auswertung deutscher wie schweizerischer amtlich-polizeilicher Unterlagen wie der zahlreichen Nachlässe von Einzelpersonen und Organisationen erlaubt die Rekonstruktion vielfältiger politischer Aktivitäten in der Schweiz wie über die Grenzen hinweg. Diese verdeckte und aus schweizerischer Sicht grundsätzlich verbotene politische Arbeit gegen das NS-Regime – im Entdeckungsfall drohte schlimmstenfalls die sofortige Ausweisung – verfolgt der Autor im chronologischen Schnitt für kommunistische und sozialdemokratische Kreise, jeweils gegliedert nach einzelnen, oftmals kleinen und kleinsten Zirkeln. Der Aufwand an erschlossenen und sorgfältig verglichenen, da oftmals dubiosen Quellen, ist enorm, wie der Blick in den Anmerkungsteil belegt. Der Ertrag – so mein persönlicher Eindruck – will bisweilen in keinem rechten Verhältnis dazu stehen,

entrollt sich doch nur, Kapitel um Kapitel, die immer gleiche Geschichte einer monumentalen Wirkungslosigkeit. Die an sich bekannte Tatsache, dass der innerdeutsche Widerstand ab Mitte dreissiger Jahre weitgehend zerschlagen war und infolge der wachsenden Bejahung des NS-Regimes durch die Bevölkerung kaum mehr einen Fuss auf den Boden bekam, erfährt hier vielfältige Bestätigung. Manche selbstgestrickte Legende des «Widerstandes» zerfällt vor den mehr als bescheidenen Realitäten. Namentlich die kommunistische Seite verheizte ihre gutgläubigen Adepten öfters in Himmlerfahrtkommandos, die dilettantisch und unter Verletzung konspirativer Regeln der vielfach bereits durch eingeschleuste V-Leute informierten Gestapo ins offene Messer liefen.

Parallel dazu zerfleischte die politische Emigration sich selbst in unaufhörlichen Intrigen. «Es macht sich verdammt schlecht», so die Zürcher Stadtpolizei 1938 angesichts des Inhalts beschlagnahmter kommunistischer Papiere, «in der Öffentlichkeit über Gestapomethoden zu wüten, wenn man hinten herum die gleichen Mittel verwendet.» (S. 200) Auch dort, wo politisches Verhalten und zwischenmenschlicher Umgang Anlass zum Sarkasmus geben könnten, bleibt der Verfasser stets vorsichtig-abwägend in seinem Urteil. Er verzichtet freilich auch auf Erklärungsversuche, die eine sozial- und mentalitätsgeschichtliche Analyse des sozialdemokratischen und kommunistischen Exilmilieus voraussetzen würden.

Weitere Nachforschungen auf diesem Gebiet wären möglich, sobald auch die umfangreichen Bestände sowjetischer Archive mit einbezogen werden können; sie dürften sich freilich durch rasch sinkende Erträge auszeichnen, will man mehr erreichen als die immer noch genauere Nachzeichnung einer weitgehend vergeblichen, von Illusionen getragenen

Exil-tätigkeit. Vielversprechender scheinen mir die innenpolitischen Spuren, welche die Beschäftigung mit Exil und Asylpolitik in immer grösserer Zahl zusammenträgt. Hier fehlen, wie Wichers betont, mehrheitlich immer noch die kantonalen Studien. Nach weiteren Fragen rufen zudem die zahlreichen Hinweise auf den Abbau demokratisch-rechtsstaatlicher Verhältnisse in der Schweiz seit Mitte der dreissiger Jahre sowie die zunehmende Fremdenfeindlichkeit der Bevölkerung, deren Denunziationsbereitschaft eine illegale Anwesenheit von Flüchtlingen immer stärker verunmöglichte.

Mario König (Basel)

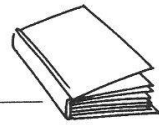
NICOLAS WERTH,
GAËL MOULLEC (ÉD.)
**RAPPORTS SECRETS
SOVIÉTIQUES, 1921-1991**
LA SOCIÉTÉ RUSSE DANS LES
DOCUMENTS CONFIDENTIELS

GALLIMARD, PARIS 1994, 699 P., FF 199.-

L'ouverture, ou plus précisément l'«entrouverture», des archives soviétiques au début des années 1990 a occasionné un vif émoi dans le cercle restreint des spécialistes de l'ex-URSS, en même temps qu'elle suscitait l'intérêt des médias et du grand public. Cet événement historiographique allait-il totalement révolutionner les analyses de la révolution bolchevique et des 70 années de l'expérience communiste en Russie? Cet ouvrage apporte un début de réponse: les 319 documents traduits et édités par Nicolas Werth et Gaël Moulec ne bouleversent en fait pas totalement nos perspectives sur cet épisode central de l'histoire du XXe siècle. Ils renforcent et étayent des hypothèses déjà formulées par les chercheurs qui se sont appuyés sur les archives alors dispo-

nibles (archives Trotski, archives de Smolensk...) ou éclairent d'un jour nouveau des faits et des chiffres partiellement connus. L'histoire sociale de la Russie soviétique ne pourra que bénéficier de ce nouvel apport qui enrichira ses problématiques; en fin de compte, seules les versions les plus réductrices de la soviétologie auront à souffrir de cet accès facilité à une masse documentaire jusque là demeurée strictement confidentielle.

L'ouvrage se subdivise en sept parties principales: *Ordre et désordre socialistes; Campagnes, terre de mission; Classes laborieuses, classes dangereuses; Pouvoir et religion; L'autre monde: du camp à l'étranger; Résistances: de l'acte anti-soviétique à la dissidence; Les affaires.* Chacune de ces parties est précédée d'une courte présentation qui ne supplée toutefois pas à une véritable contextualisation des documents. Car, il faut le préciser, le lecteur qui ne maîtriserait pas l'histoire de l'URSS se retrouvera rapidement désarmé face à des sources qui ne parlent pas d'elles-mêmes. La large couverture chronologique retenue par Nicolas Werth et Gaël Moulec dans leur sélection renforce la difficulté à discerner la signification historique de certains documents: chaque section de l'ouvrage, sauf la dernière, propose en effet un éventail de rapports qui s'étalent des années 1920 jusqu'à la fin des années 1980. Dans ces conditions, deux lectures sont envisageables. Une première, linéaire, peut suivre le découpage thématique des compilateurs. Elle présente l'avantage de suivre l'évolution d'un sujet donné, de la NEP jusqu'aux prodromes de la déliquescence de l'Union soviétique, mais elle a également l'inconvénient de sérier les documents indépendamment de leur cohésion chronologique. Une seconde lecture, plus anarchique, peut faire violence à l'ordonnance du texte et naviguer d'une section à l'autre de l'ouvrage au gré du déroulement his-



torique. Cette seconde approche permet, par exemple, de mettre en relation les rapports de la police politique (OGPU) sur le banditisme rouge en Sibérie (p. 32), sur la famine dans la région de Tambov (p. 110), sur l'instabilité de l'état d'esprit des ouvriers de l'usine *Poutilov rouge* (p. 196), sur l'activisme politique des cosaques (p. 483), des documents qui datent tous de la deuxième moitié de l'année 1925.

Quel que soit le mode de lecture envisagé, les pièces d'archives réunies dans cet ouvrage nous informent sur une société russe violente, réfractaire, qui échappe au volontarisme du pouvoir. La méfiance envers le régime, mais aussi et surtout les excès et l'incurie de l'appareil d'État et du parti apparaissent comme une constante. Cet éclairage brutal sur l'histoire soviétique, tout comme sur la complexité des mécanismes de pouvoir qui la sous-tendent, est le produit d'un type très particulier de rapports confidentiels dont les plus révélateurs sont ceux issus de la police politique : OGPU, NKVD, KGB. Les fonctionnaires de ces organismes sont en effet bien placés pour saisir l'impact des directives du centre au niveau local et régional. Ils n'hésitent d'ailleurs pas, parfois à mots couverts, à révéler le hiatus entre la volonté politique du pouvoir et la réalité sociale. Parmi ces sources policières, citons-en quelques-unes particulièrement remarquables. Le rapport de Matson, chef de l'OGPU pour la province de Toula, de janvier 1925 (pp. 103–107) nous révèle l'adresse politique et le pouvoir d'un tchékiste dans la gestion régionale de la ligne politique du parti. Le rapport du KGB du 7 juin 1962 sur les événements de Novotcherkassk (pp. 247–250) nous décrit dans le détail le déroulement d'une émeute ouvrière dans l'URSS de Khrouchtchev. La *lettre d'un témoin de l'assassinat de Kirov* de mai 1956 et le rapport subséquent du

KGB (pp. 557–563) apportent une nouvelle pièce à une des affaires les plus connues de la période stalinienne. De manière générale, chaque document mérite l'attention du lecteur, cependant on ne peut que regretter le manque de précisions des auteurs qui n'explicitent pas suffisamment les choix qui ont présidé à la sélection des thèmes et des rapports retenus.

Ami-Jacques Rapin (Lausanne)

Zweite Auflage

IN DIE SCHWEIZ



SCHWEIZER KOMMUNISTEN
IN MOSKAU:
VERTEIDIGER UND
GEFANGENE
DER KOMINTERN

CHRONOS

1994. 629 S., 58 Abb. Gebunden DM 87.- / ÖS 620 /
sFr. 78.- ISBN 3-905311-29-1



CHRONOS
MÜNSTERGASSE 9
CH-8001 ZÜRICH

Heiko Haumann, Widerspruch 28/1994:
Peter Hubers Buch hat auf eindrucksvolle, oft erschütternde Weise manches Dunkel aufgeklärt und neue, produktive Fragestellungen angeregt. Für weitere Forschungen wird es unentbehrlich sein.

Der Spiegel, 36/1994:

Er solle die alten Geschichten ruhen lassen, verlangten Zuhörer von Huber, als er seine Recherchen präsentierte. Einige vermuteten gar, dass die Dokumente «von Jelzin gefälscht sind, um die KP vollends zu diskreditieren». Doch angesichts der grossen Menge von Personendossiers allein im Komintern-Archiv ist verdrängen nicht länger möglich.

Jean-Claude Favez, Journal de Genève 24. 7. 1994:

Deux dossiers retiennent particulièrement l'attention, le contrôle exercé par le Comintern durant la guerre d'Espagne sur les combattants antifascistes et l'assassinat d'Ignaz Reiss, en 1937 près de Lausanne, épisode de la liquidation de Trotsky et des siens par les services secrets de Staline.

WIDERSPRUCH

Beiträge zur
sozialistischen Politik

29

EU, Schweiz und Europapolitik

Asylrecht und „Europa der Polizeien“; Staatsbürgerschaft, Nationale und Europäische Identität; EU vor „Maastricht II“ 1996: Wirtschafts- und Währungspolitik contra Sozialpolitik und Demokratie; Frauengleichstellung; Euratom; EU, Osteuropa und Dritte Welt

M.C. Caloz-Tschopp, L. Monnier, E. Balibar,
H. Kleger, H.-J. Bieling, A. Bultemeier, F. Deppe,
S. Gaillard, S. Schunter-Kleemann, P. Ziltener,
M. Küntzel, J. Juchler, R. Falk

Diskussion

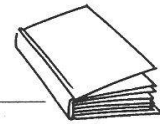
R.H. Strahm und H. Baumann: Kontroverse über
freien Personenverkehr und Immigrationspolitik
P. Ruppen: Chancen des Kleinstaates Schweiz
D. Vischer: Grünes Nein zum EU-Beitritt
D. Siegrist: Region Alpen ohne EU?

Marginalien / Rezensionen / Zeitschriftenschau

15. Jg./Heft 29 - Juli 1995

Fr. 18.-

196 Seiten, Fr. 18.- / DM 20.- (Abo: 32.-/36.-)
zu beziehen im Buchhandel oder bei
WIDERSPRUCH, Postfach, CH - 8026 Zürich
Probeheft anfordern ! Tel. 01 / 273 03 02



ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN / COMPTES RENDUS GÉNÉRAUX

**RINALDO COMBA & ROSANNA
ROCCIA (A CURA DI)**

TORINO FRA MEDIOEVO E RINASCIMENTO

**DAI CASTATI AL PAESAGGIO
URBANO E RURALE**

ARCHIVO STORICO DELLA CITTÀ DI TORINO, TORINO
1993, 399 P.

L'histoire urbaine et rurale turinoise entre le XIIe et le XIVe siècle s'est enrichie en 1993 de la production érudite, fortement annotée, de huit auteurs dans une édition luxueuse et magnifiquement illustrée. En outre, un index onomastique et des sources touchant les mesures «édilitaires» prises par le Conseil communal de Turin entre 1328 et 1519 accompagnent les contributions. R. Comba, historien ayant largement contribué par ses travaux antérieurs à la connaissance de l'économie et des comportements de la société médiévale piémontaise, tant urbaine que rurale, ouvre l'ouvrage par une série d'interrogations qui donnent une cohérence relative à l'ensemble des contributions de l'ouvrage. La ville superpose topographie et schémas d'organisation sociale. La reconstruction topographique est donc l'occasion d'approcher les manières de concevoir les rapports sociaux et religieux. Cette hypothèse, peu discutable, engage la réflexion du médiéviste sur la recherche des sources susceptibles d'apporter des réponses pertinentes et d'asseoir une périodisation. Les circonscriptions administratives médiévales de Turin font ainsi l'objet d'une reconstruction qui permet d'en saisir la signification sociale, militaire, religieuse et l'usage qui en est fait. Le cadastre et des plans modernes

permettent une reconstruction topographique de la ville médiévale et de ses édifices majeurs. Le découpage urbain en «carignoni», îlots d'habitation issus des structures antiques et liés à un bâtiment religieux, est fondamental. Cette morphologie urbaine fournit matière à une étude socio-économique des manières d'habiter, sans que soit saisi le processus du développement urbain sur le long terme. Cette approche, notons-le, est cousine de celle que développent les chercheurs genevois chargés de l'inventaire des Monuments d'Art et d'Histoire de la Suisse. La principale différence entre les deux équipes tient précisément au fait que les Genevois – bénéficiant en particulier des recherches archéologiques – reconsidèrent l'ensemble de la croissance urbaine de Genève que l'on pouvait croire définitivement écrite par Blondel. Du point de vue de l'histoire rurale, les demeures patriciennes et la dynamique du parcellaire font également l'objet de deux contributions. Dans ce domaine, Bendetto synthétise les profondes transformations de la morphologie rurale entre le XVe et le XVIe siècle: celle-ci se caractérise par la poussée d'un habitat dispersé corrélative d'une transformation de la structure de la production. Un dernier texte analyse l'historiographie du Moyen Age turinois et reprend les débats liés à la conservation des traces architecturales, tels qu'ils se construisent à l'orée du XXe siècle.

En conclusion, retenons que cette étude à la fois tournée vers l'histoire économique et sociale, mais qui n'ignore ni l'archéologie, ni l'architecture, ni l'histoire de l'art, trouve tout son intérêt dans un champ général d'études du parcellaire et de ses significations sociales dans le monde urbain médiéval. Les historiens des morphologies urbaines y trouveront des éléments comparatifs essentiels pour enrichir leur questionnaire local. A contrario, on pourra précisément regretter la

dimension pointilliste des monographies présentées dans cet ouvrage et le caractère limité de certaines problématiques. Au moins, peut-on être sûr qu'il n'y a aucune velléité de jeter de la poudre aux yeux sur un terrain difficile et l'on peut saluer le soin mis à opérer une critique systématique des sources qui permet d'en saisir, avant tout, la logique propre. Sous cet angle, l'ouvrage est un outil précieux et l'immense travail de reconstitution, de confins en confins, doit être salué et valorisé, à l'heure où les grands desseins sont souvent écartés au profit d'un productivisme individuel de court terme sur lequel il faudra bien que l'on s'interroge dans le cadre d'une modification générale des procédures de recherches qui n'épargneront pas les sciences historiques.

Frédéric Sardet (Yverdon-les-Bains)

OLIVIA HOCHSTRASSER
EIN HAUS UND SEINE MENSCHEN
1549–1989

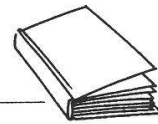
EIN VERSUCH ZUM VERHÄLTNIS
VON MIKROFORSCHUNG UND
SOZIALGESCHICHTE

TÜBINGER VEREINIGUNG FÜR VOLKSKUNDE, TÜBINGEN 1993, 336 S., 38 ABB., DM 39.50

Mikrogeschichtliche Studien, die beim Lokalen – wie etwa Albert Schnyders «Alltag und Lebensformen auf der Basler Landschaft um 1700» –, bei Familien und kollektiven Biographien – wie zum Beispiel Max Baumanns «Kleine Leute» – ansetzen und wie diese beiden frei sind von Heimattümelei oder gesellschaftswissenschaftlicher Naivität, sind seltene Glücksfälle. Diese Kategorie historischer Publikationen wird meines Erachtens durch die Dissertation von Olivia Hochstrasser um ein äusserst lesenswertes Buch erweitert. Hervorragend geschrieben, erzählerisch, spannend, gelingt es

ihr, ohne dass sie je die ihr eigene analytische Schärfe aufgäbe, die Geschichten der Bewohnerinnen und Bewohner eines «ganz normalen Hauses» im Dorf Jungingen, unweit von Tübingen, von «anno dazumal» bis zur allerjüngsten Vergangenheit eindrücklich und lebendig zu erzählen. Weil es sich um ein der Schweiz nicht ganz und gar fern gelegenes und im kulturellen Gebaren, der Geographie, der Mentalität und Arbeitswelt nicht fremdes Gebiet handelt, lohnt sich der Blick über die (späten) nationalstaatlichen Grenzen in besonderem Mass. Vieles erscheint der oder dem lokalgeschichtlich Interessierten als nicht unbekannt.

Schon die Namengebung weist auf die wechselvolle Geschichte des Hauses. Wie soll man es nennen? Das «Bolehaus» nach Wilhelm Haiss, welcher im Dorf «Bole» genannt wurde, oder «Haus Nr. 119», wie es von der Mitte des 19. Jahrhunderts bis etwa 1950 hiess oder «Bahnhofstrasse 1», wie es heute bezeichnet wird? Wie auch immer: Für seine Zeit, als es um 1550 errichtet wurde, war es ein durchaus modernes Bauwerk. Sein erster Besitzer war sein Bauherr Clain Hans Deugger, der Vogt des Ortes. Es vererbte sich an die eingeeheiratete Familie Grösser und wurde gegen Ende des 17. Jahrhunderts als Besitz aufgeteilt. Die genaue Abfolge der Besitzer und Handwechsel zu rekonstruieren, stand am Beginn der Arbeit von Olivia Hochstrasser. Dass es keine «Leerstellen» gab, sondern die ganze Zeit seit Deuggers Hausbau abgedeckt werden konnte, ist eine glückliche Fügung und doch Voraussetzung für das Gelingen des Vorhabens. Erst 1823 fand sich das Haus wieder in der Hand eines alleinigen Besitzers, des Gabriel Tekel. Allerdings gab dieser im Tauschverfahren, das ihm das ganze Haus einbrachte, die Scheune preis. Nach dessen Tod wohnte erstmals eine Witwe allein über längere Zeit hinweg im Haus:



Johanna Stoll, die Hausiererin. Über die Familie Rehm kam das Haus an Rudolf Bumiller, den Peitschenfabrikanten. Wilhelm und Emma Haiss machten aus dem Hause in den 1920er Jahren einen Kolonialwarenladen und eine Fahrradwerkstatt. Deren Erbin verkaufte das Haus. 1978 konnten dann Helmut und Ida Diebold das Haus erwerben und renovieren. Ihr Interesse an dessen Geschichte war der Ausgangspunkt des Forschungsprojektes von Olivia Hochstrasser.

Die Geschichte des Hauses Bahnhofstrasse 1 in Jungingen ist also nicht von einer Familie allein geprägt, sondern zeigt Kontinuitäten und Brüche zwischen verschiedenen Familien. Damit verbunden war der mehrfache Funktionswechsel des Hauses ebenso wie viele einzelne ganz verschiedene Lebensschicksale. Doch beschränkt sich Olivia Hochstrasser nicht einfach auf das Erzählen der Einzelschicksale. Geschickt verwebt sie die Lebensgeschichten der Bewohnerinnen und Bewohner des Hauses «119» mit der langen Geschichte des ganzen Dorfes. So erzählt sie die Lebensgeschichten immer unter einem übergeordneten Thema: «Haus und Hof: Die bäuerliche Welt»; «Persönlichkeit und Mentalität: Biographische Studien»; «Der Hausierhandel: Eine Zeit des Umbruchs» und «Peitschenfabrik und Gemischtwarenladen: Wandlungen im 20. Jahrhundert» lauten die Kapitelüberschriften, die in dieser groben Aneinanderreihung nur sehr unzulänglich den Themenreichtum der Arbeit zu skizzieren vermögen. Im Laufe der Lektüre entsteht ausgehend vom jeweils zeitspezifischen Blick in die Tiefe des historischen Prozesses – Grund und Boden, Männer und Frauen, Krieg, Hunger, Pest, Hexen, Hausieren, Nationalsozialismus, um nur ein paar zu nennen – ein ortsgeschichtliches Ganzes. Im Zentrum stehen als steter Bezugspunkt aber immer «das Haus und seine Menschen». Denn ohne Men-

schen, die in diesem Haus gewohnt, gelebt, geliebt und gelitten haben, liesse sich über das Haus keine Geschichte schreiben! Die Biographik, schreibt Olivia Hochstrasser, ist unverzichtbares Kernstück jeder Mikrogeschichte. Olivia Hochstrasser versucht sich nicht in einem abstrakten Höhenflug, sondern in der möglichst genauen Einzelbeschreibung. Sie nennt ihr Prinzip in Anlehnung an Jürgen Habermas das «Prinzip der Lebenswelt». Stets geht sie vom Kleinen zum Grossen: Von den Menschen zum Haus, zum Dorf, zur politischen Herrschaft. Die einzelnen Lebensgeschichten sind ihr, dies ganz im Gegensatz zu den verbreiteten Ortsgeschichten und Heimatkunden, gerade nicht bloss anekdotischer Stoff. Vielmehr sind im Spezifischen einer Lebenswelt das Allgemeine und das Besondere beide enthalten. Erst an der einzelnen Lebensgeschichte, mit anderen Worten in der absoluten Zuspitzung auf das Subjektive, wird das Wirken gesellschaftlicher Bedingungen nachvollziehbar.

«Mikrogeschichte ist», so lautet Hochstrassers Ausgangsthese ihres theoretischen Teils, «ein Aspekt umfassender theoretischer Neuorientierung in der Geschichtswissenschaft.» Wiewohl ungewöhnlich, steht dieser theoretische Ausblick zur «Mikroforschung in der Sozialgeschichte» hier – am Ende des Projekts – an der richtigen Stelle. Die induktive empirische Arbeit mit einer grossen Zahl gänzlich divergierender historischer Quellen – deren Spanne reicht von der Dendrochronologie bis zur «Oral History» – brachte einen pragmatischen Umgang mit theoretischen Modellen mit sich, kurz: ein anderes, ein spezifischeres Verständnis von Theorie. Olivia Hochstrasser bemüht sich um eine Vermittlung zwischen Makrogeschichte und Mikrogeschichte. Ihrer Ansicht nach stehen diese beiden Richtungen nur scheinbar gegeneinander. ■ 155

Zwischen «dem Einzelnen und dem Ganzen» gibt es eine Vielzahl von wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und politischen Bezügen. Olivia Hochstrasser gelingt es eindrucklich, das Leben im Haus Bahnhofstrasse 1 und in ganz Jungingen darzustellen, mit all seinen Banalitäten und Widersprüchlichkeiten. Sie lässt die Pluralität der Lebenswelten und -wirklichkeiten nebeneinander bestehen und vermittelt Geschichte als Geflecht von Wechselwirkungen. Sie zeigt, wie die kleinen Welten in die grosse Welt eingreifen, ohne freilich diese Pluralität mit Beliebigkeit zu verwechseln.

Martin Leuenberger (Liestal/Basel)

GENEVIEVE HELLER (ÉD.)

LE POIDS DES ANS

UNE HISTOIRE DE LA VIEILLESSE EN SUISSE ROMANDE

SHSR & ÉDITIONS D'EN BAS, LAUSANNE 1994, 167 P.,
FS 34.-

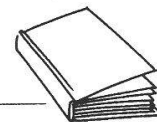
Publié à la suite d'un colloque organisé par la *Société d'Histoire de la Suisse Romande*, ce recueil contribue à combler l'absence d'études romandes sur la vieillesse. La richesse et la diversité des contributions qui couvrent les périodes médiévale, moderne et contemporaine, offrent un intéressant panorama où certaines interrogations se retrouvent: quelles sont, selon les différentes réalités socio-historiques, les critères qui définissent l'entrée dans la vieillesse? Ce grand âge est-il celui de la déchéance ou de la sagesse? Quels sont les moyens mis en œuvre par les individus et les collectivités pour assurer la subsistance des vieillards lorsque leurs forces déclinent?

Chantal Amman-Doubliez s'est appuyée sur deux types de sources pour retrouver les traces des vieux en Valais malgré l'absence, pour l'époque médiévale, de

registres de décès. Les contrats d'entretien viager, les donations en remerciement de services rendus et les testaments sont des contrats passés devant notaires par des vieillards possédant quelques biens et qui mettent en lumière le fait que s'assurer de l'assistance de sa famille pouvait requérir une contrepartie. Les auditions de vieillards venant témoigner de l'ancienneté d'un droit lors de litiges ont permis, quant à elles, d'avoir quelques exemples de longévité. La question du poids des personnes âgées dans cette société médiévale que l'on dit dominée par la jeunesse reste cependant encore sans réponse.

C'est sur la place au sein de la famille de ces «détenteurs du patrimoine», dans le Valais du XVe et XVIe siècle, que Pierre Dubuis s'interroge: quelles relations s'établissent entre grands-parents et petits-enfants lorsque la génération intermédiaire a disparu? Silencieuses sur la dimension affective, les sources ne peuvent qu'en évoquer les modalités: les petits-enfants désignés héritiers ou placés sous la responsabilité de leurs aïeuls, peuvent également être amenés à venir en aide à leurs grands-parents.

Dans son article, Liliane Mottu-Weber montre qu'à Genève, sous l'Ancien Régime, travailler jusqu'à sa mort est la norme et «c'est en tant que pauvres, malades ou infirmes incapables de subvenir à leur entretien que les personnes âgées furent prises en charge par les leurs ou par l'Hôpital durant la plus grande partie de l'Ancien Régime, et non en tant que vieillards» (p. 67). Comme le montre Michel Porret qui a recensé 88 cas de suicide entre 1650 et 1798, la peur de l'hôpital, les souffrances du corps et de l'âme peuvent conduire les vieillards à cette extrémité, toute à la fois délit et «crime contre Dieu». Sur la base de ce dossier, il conclut à «une élévation de l'intolérance face à la décrépitude, laquelle aboutira à



la fin du XIXe siècle à la médicalisation de la vieillesse» (p. 93).

Ce n'est en effet qu'au siècle passé qu'on assistera à la création d'institutions spécifiquement destinées à la vieillesse. Les deux asiles ouverts à Genève en 1849 et 1876 – le premier, plutôt confortable, accueille de respectables vieillards des classes moyennes; le second reçoit les indigents – sont remplacés par Nicolas Nussbaum dans le cadre de l'intervention nouvelle des pouvoirs publics fortement empreints d'idéologie libérale. Ainsi mise en perspective, cette politique aux deux visages laisse apparaître sa fonction: «diminuer le coût social de la pauvreté par la promotion de l'épargne individuelle et la réduction des besoins d'assistance» (p. 111). Soucieuse de relier l'actuelle prise en charge de la vieillesse à son passé, Geneviève Heller s'attache au cas vaudois et s'interroge sur les fondements de la hantise du placement institutionnel et sur l'insistance envers la responsabilité familiale à l'égard de vieux parents. La manière dont la collectivité aborde cette question a cependant considérablement évolué: à la fin du XIXe et durant une partie du XXe siècle, seule la vieillesse pauvre et misérable fait l'objet de mesures publiques, tandis qu'à l'heure actuelle, c'est l'ensemble des personnes âgées dépendantes qui constitue un problème social. Christian Lalive d'Epinay prolonge ce propos en mettant l'accent sur la révolution qu'a constituée l'adoption de l'assurance-vieillesse en 1947 par le peuple suisse. L'âge de la vieillesse codifié, les personnes âgées deviennent une catégorie sociale à part entière qui, grâce à la croissance économique des années 50, se mettront à envisager cette période de la vie comme un «âge d'or» où, libérés de la contrainte du travail, ils pourront enfin s'épanouir à loisir. Le temps de la déchéance, de la dépendance se voit repoussé vers un quatrième âge dont la

prise en charge s'institutionnalise fortement.

Ouvert par Geneviève Heller, ce recueil se clôt par l'intéressante réflexion méthodologique de Louis-Philippe L'Hoste sur la mémoire des personnes âgées comme source historique. Et il appartient à la plume du médiéviste Pierre Dubuis de souligner, en guise de conclusion, le flou qui entoure le concept de «vieillesse», tout en rappelant que «la vieillesse d'autrefois n'est pas un état respectable, mais une maladie qui tue socialement celui qu'elle affecte avant de le faire disparaître physiquement» (p. 163).

Catherine Fussinger (Lausanne)

DIE SCHWEIZ UND DIE FLÜCHTLINGE ASYLPOLITIK 1933–1945

ANDRÉ LASSERRE

FRONTIÈRES ET CAMPS

LE REFUGE EN SUISSE

DE 1933 À 1945

EDITION PAYOT, LAUSANNE 1995, 396 S., FR. 50.–

RENATA BROGGINI

TERRA D'ASILO

I RIFUGIATI ITALIANI IN SVIZZERA 1943–1945

IL MULINO, BOLOGNA 1993, 716 S., FR. 60.–

ALAIN DIECKHOFF

RESCAPÉS DU GÉNOCIDE

L'ACTION MUSY: UNE OPÉRATION DE SAUVETAGE DE
JUIFS EUROPÉENS EN 1944–1945

HELBING & LICHTENHAHN, BASEL 1995, 64 S., FR. 39.–

THEO TSCHUY

CARL LUTZ UND DIE JUDEN VON BUDAPEST

VERLAG NZZ, ZÜRICH 1995, 472 S., FR. 58.–

URSULA KÄSER-LEISIBACH

DIE BEGNADETEN SÜNDER

STIMMEN AUS DEN SCHWEIZER KIRCHEN ZUM
NATIONAL-

SOZIALISMUS 1933–1945

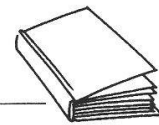
CARDUN VERLAG, WINTERTHUR 1994, 184 S., FR. 37.–

Geschichtsschreibung ist immer auch eine Frage des Standortes und der Perspektive. Die bedeutendsten und einflussreichsten Arbeiten zum Thema der Schweizer Asylpolitik während des Zweiten Weltkrieges blieben jahrzehntelang diejenige Carl Ludwigs (*Die Flüchtlingspolitik der Schweiz in den Jahren 1933 bis 1955*, Bern 1957) und Alfred A. Häslers (*Das Boot ist voll...*, Zürich 1967). Ludwig hatte – es galt den 1954 aufgefliegenen Juden-Stempel-Skandal politisch zu bewältigen – den bundesrätlichen Auftrag, ein Weissbuch zu schreiben, und er stütz-

te sich vorwiegend auf Material, das ihm die Bundesverwaltung zur Verfügung stellte. Sein Bericht beschrieb ausführlich, genau und ohne jede Beschönigung die offiziellen Erlasse und Praktiken. Den Opfern aber – Logik des Auftrages und des Vorgehens – liess er keine Stimme. Häslers hingegen malte von der Administration nur ein grobes, zuweilen einseitiges Bild. Dafür erzählte er von zahlreichen erschütternden Einzelschicksalen und rettete so deren Geschichte. Dies war sein grosses Verdienst.

Diesen zwei Meilensteinen sind nun in den letzten beiden Jahren mehrere wichtige Studien gefolgt. André Lasserre hat den über weite Strecken gelungenen Versuch unternommen, die vielen vorhandenen Materialien und Einzelstudien zu einer umfassenden Darstellung über die Schweizer Flüchtlingspolitik von 1933 bis 1945 zu verarbeiten. Dies war – allein schon der komplexen, zum Teil schlecht geordneten Quellensituation wegen – kein einfaches Unterfangen. Lasserre hat viele Quellen ausgewertet, die bisher nicht systematisch berücksichtigt wurden, z. B. solche der Armee oder des Schweizerischen Hilfswerkes für Emigrantenkinder. Dadurch erfährt man zwar keine überraschenden Neuigkeiten, hat nun aber erstmals ein Werk in den Händen, das eine Übersicht über die vielfältigen politischen und administrativen Prozesse und Strukturen ermöglicht. Es eignet sich auch als Nachschlagewerk.

Der Autor geht chronologisch vor. Er beginnt mit einer Skizze über den Diskurs der Überfremdung, der sich seit den 20er Jahren entwickelte, anfangs 30er Jahre Ausdruck fand in einer neuen und restriktiven Ausländergesetzgebung und später zu einem zentralen Faktor der Asylpolitik werden sollte. Anschliessend beschreibt er, wie sich von 1933 bis 1939 eine helvetische Flüchtlingspolitik entfaltete. «L'accueil pendant la guerre»: dem unge-



nauen Titel zum Trotz klammert Lasserre die Abweisungspolitik der Jahre 1942 und 1943 nicht aus. Hier wie auch bei allen anderen Perioden beschäftigt er sich ausführlich mit den Meinungen in den Medien und den Stimmungen in der Bevölkerung. Als hauptsächliche Quelle zur Stimmungslage benutzt er die Akten von «Heer und Haus». Sie sind aufschlussreich; die so wichtige wie schwierige Frage, wie denn tatsächlich die Bevölkerung gegenüber den Flüchtlingen eingestellt war, kann der Autor damit aber nicht eindeutig und endgültig beantworten.

Schliesslich wendet sich Lasserre jenem Bereich zu, über den bisher am wenigsten geforscht wurde: der von der einheimischen Gesellschaft isolierten Welt der Flüchtlinge. Kenntnisreich stellt er die verschiedensten Aspekte dar, von der Lagerorganisation bis zu den Hilfswerken, von der psychologischen Situation der Exilierten bis zu ihren politischen Aktivitäten, von der bürokratisch organisierten Ankunft bis zu der (von den Behörden forcierten) Ausreise.

Erstmals erfährt man Ausführlicheres über die Hilfswerke. Zu ihrer Dachorganisation, der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe (OSAR), sagt der Autor: «Il jouait son rôle d'avocat des émigrants et des œuvres d'entraide. Comme tel, il était très indépendant» (S. 143). Diese Einschätzung ist schwer verständlich, gab es doch von Seiten der Hilfswerke nie grundsätzliche Opposition gegen die jüdenfeindliche Aufnahmepraxis. Den Beschluss einer OSAR-Sitzung vom März 1943 verkehrt Lasserre in sein Gegenteil: Damals hätten, behauptet er, die Hilfswerke vom EJPD verlangt, den Status von politischen Flüchtlingen auf die Juden auszudehnen (S. 182). Tatsächlich waren die versammelten Hilfswerkvertreter fast einstimmig gegen einen solchen Antrag. Den Ausschlag gegeben

hatte die Rücktritts-Drohung des OSAR-Präsidenten, der sich heftig gegen einen regierungskritischen Kurs gestemmt hatte. OSAR-Präsident war der Zürcher Polizeidirektor Briner...

Lasserres Missdeutung verweist auf eine problematische Tendenz: Sein Standpunkt liegt zuweilen nahe bei demjenigen der Behörden. Zwar gehört es zur ersten methodischen Pflicht, die historischen Akteure in ihren eigenen Vorstellungen aufzusuchen. Geschichte entsteht aber erst, wenn es einem gelingt, sich von der Perspektive der Quelle zu emanzipieren. Diesen zweiten Schritt tut der Autor nicht immer, und sei es auch nur aus sprachlicher Nachlässigkeit: «La surpopulation étrangère empêchait de garder même une fraction des émigrants, les gens âgés et fortunés mis à part.» (S. 67) Das war die Ansicht der Behörde im Jahre 1939. Eine irrationale Ansicht, schliesslich war damals der Ausländeranteil der tiefste seit Jahrzehnten. Warum macht der Autor nicht deutlich, dass dies nicht seine Perspektive ist?

Die Ursache für Lasserres Ungenauigkeiten sind teilweise im Anspruch begründet, mit dem er angetreten ist: Explizit erklärt er, dass er einen mittleren Weg zwischen dem (flüchtlingsnahen) Häslar und dem (bürokratienahen) Ludwig einschlagen wolle. «L'historien ne cherche pas une connaissance désincarnée, mais ses généralisations s'expriment par la force des choses par des formulations globales et abstraites. Paradoxalement, c'est la statistique qui définit le mieux les situations vécues; elle écarte l'exemple cité d'habitude parce qu'il frappe l'esprit, mais est le plus souvent par-là même une exception, et elle permet de séparer plus sûrement le général du particulier.» (S. 8)

Gerade für seinen Untersuchungsgegenstand scheint mir ein Blick, der sich primär für Statistik interessiert, ungeeignet. Zu gross ist die Gefahr, dass man

derart nur die Sichtweisen und Erfahrungen der damaligen Akteure wahrnimmt – um sie genau darum in ihrer historischen Bedingt- und Besonderheit zu übersehen. Denn zum einen machte die obsessive Sorge um die richtige Zahl («Aufnahmefähigkeit der Schweiz») die Behörde blind für die Not der Juden. Zum anderen war es eine der schmerzhaftesten Erfahrungen der Flüchtlinge, nur noch Teil einer Statistik zu sein. In radikalster Konsequenz galt dies für die an der Schweizer Grenze Abgewiesenen, die nicht einmal eine erzählbare Geschichte ihres eigenen Todes haben, weil die Nazis sie fabrikmässig und massenweise, in gleichförmiger Wiederholung ermordeten.

Lasserres mittlerer Weg ist nicht allein bezogen auf den Extremfall der Abgewiesenen unbefriedigend, sondern auch hinsichtlich der Aufgenommenen. Seine generalisierende Perspektive ist letztlich diejenige einer nationalen Geschichtsschreibung. Ob einer solchen ausgerechnet bei diesem Thema ein privilegierter Status zukommt? Statt die Geschichte der Asyl-Nation Schweiz könnte man jedenfalls mit ebenso guten Gründen die Geschichte der Flüchtlinge erzählen.

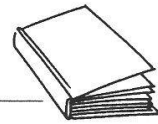
Beinahe im Übermass selber zu Wort kommen die Flüchtlinge hingegen in einer Veröffentlichung der Historikerin Renata Broggin. Sie beschreibt die Aufnahme der italienischen Flüchtlinge – über 30'000 Militärangehörige und 15'000 Zivilisten – in den Jahren 1943 bis 1945. Jene haben im Tessin Zuflucht gesucht, nachdem die deutsche Wehrmacht begonnen hatte, Italien zu besetzen. Es handelte sich um Angehörige der zusammengebrochenen italienischen Armee, Partisanen, entwichene Kriegsgefangene, bürgerliche, sozialistische und kommunistische Antifaschisten und Juden.

Das über 700seitige, sorgfältig edierte und bebilderte Werk der Tessiner Historikerin besteht gewiss zur Hälfte aus Tex-

ten von Zeitzeugen, herausdestilliert aus Interviews oder autobiographischen Schriften. Dies ist die Leistung und Stärke ihrer Arbeit. Eindrücklich, konkret und anschaulich erfahren wir, wie Flüchtlinge ihren Aufenthalt im Asylland Schweiz erlebten, angefangen bei der dramatischen und gefährvollen Flucht, dem zumeist sehr wohlwollenden Empfang durch die lokale Bevölkerung und Behörde, dem administrativen Aufnahmeverfahren bis zum Leben im Arbeitslager, Heim, Universitätscampus oder in einer Privatunterkunft.

Der Widerstand von Bevölkerung und Teilen der lokalen Behörden gegen restriktive Weisungen Berns, ihre grosse Sympathie für die Ankömmlinge und die vergleichsweise guten Existenzbedingungen der Aufgenommenen werden vielfach bezeugt. Ein Vergleich mit anderen Flüchtlingsgruppen hätte gelohnt; er hätte Hinweise auf die Strukturen geben können, die der gesamten Schweizer Flüchtlingspolitik zugrunde lagen. Welche Rolle spielte – um nur eine Frage anzudeuten – die soziale Nähe? Waren es allein die grenzüberschreitenden verwandschaftlichen, kulturellen und politischen Beziehungen, die verhinderten, dass auch für italienische Flüchtlinge das Boot voll war?

Irritierend, wie wenige Seiten nur Broggin den Rückweisungen widmet. Zwar kamen bis zum Herbst 1943 kaum Flüchtlinge aus Italien (bis dann waren die Juden unter dem italienischen Faschismus wenig gefährdet), aber anschliessend gab es Rückweisungen. Ohne Zweifel ist diesbezüglich die Quellenlage schlecht. Dies hätte Broggin jedoch thematisieren müssen. So gerät sie in den Verdacht, ein schönfärberisches Bild vom vorbildlichen Asylland Schweiz zu präsentieren. Kommt dazu, dass alt Bundesrat Chevalaz in einem ärgerlichen Vorwort die Volle-Boot-Politik von 1942 verteidigt



und dass die Banca della Svizzera Italiana die Studie unterstützte...

Die grosszügige Aufnahme der italienischen Flüchtlinge lässt sich zum grossen Teil mit landesinternen Faktoren erklären. Bei einer anderen Gruppe von Geretteten, einer freilich weitaus kleineren, waren umgekehrt externe Faktoren entscheidend: Zwischen August 1944 und April 1945 verhandelten jüdische Gruppierungen von der Schweiz aus mit Vertretern des Dritten Reiches, um Juden aus den deutsch besetzten Gebieten der Vernichtungsmaschinerie zu entreissen. Die einen Verhandlungen retteten 1700 Häftlinge aus Bergen-Belsen, die anderen 1200 Juden aus Theresienstadt.

Über jene zweite Rettungsaktion hat Alain Dieckhoff eine kleine Untersuchung vorgelegt. Einer der Protagonisten war alt Bundesrat Musy, der im Auftrag der orthodoxen Vaad Hahatzalah mit Himmler verhandelte. Dem reaktionären Freiburger, der gute Beziehungen zu Nazi-Grössen gepflegt hatte, ging es nicht zuletzt darum, mit einer humanitären Aktion seine eigene Weste zu reinigen. Dass es schliesslich gelang, Juden vor der Ermordung zu bewahren, lässt sich wohl nur mit den internen Verhältnissen im Nazi-Regime (polykratische Struktur, Bemühungen um einen Separatfrieden, Bestrebungen hoher Nazis zur Rettung ihrer eigenen Haut) erklären. Dieckhoff zeigt dies recht gut, gerne hätte man hingegen mehr erfahren über die Rolle der Alliierten bei diesen Aktionen.

Die in Budapest tätigen Rettungsorganisationen der Juden wurden wesentlich durch den Schweizer Honorarkonsul Carl Lutz unterstützt. Über ihn hat Theo Tschuy ein Buch geschrieben. Es ist gründlich recherchiert, spannend zu lesen und beleuchtet auch den Kontext der humanitären Aktion, vor allem die politischen und militärischen Umwälzungen in

Ungarn. Unter anderem erfährt man auch den Hauptgrund, wieso eine breite Öffentlichkeit erst so spät die mutige Arbeit des Diplomaten zu Kenntnis nahm: Das Schweizer Departement des Äusseren wollte nach dem Krieg über Lutz' Rettungsaktion nicht einmal einen normalen Arbeitsbericht entgegennehmen. Eine überzeugende Erklärung für diese Ignoranz konnte auch Tschuy nicht finden.

Lutz' unvergessliche Tat war, dass er Zehntausende von Juden vor den Gaskammern gerettet hatte. Er gewährte ihnen – gegen jeden diplomatischen Brauch – Schutz in den Gebäuden der Schweizer Gesandtschaft. Dazu verteilte er mehrere zehntausend lebensrettende Schweizer Schutzbriefe. Lutz war nicht allein; er wurde mutig unterstützt von seiner Frau, seinen Mitarbeitern, dem Vertreter des IKRK und anderen neutralen Gesandtschaften.

Tschuy verfolgt einen biographischen und ereignisgeschichtlichen Ansatz. Es wäre interessant gewesen, das Phänomen der Menschen, die andere unter Einsatz ihres eigenen Lebens retteten, mit sozialwissenschaftlichen Fragestellungen zu diskutieren. Die Literatur dazu ist freilich kontrovers; Lutz selber ist ein gutes Beispiel für die Schwierigkeiten, denen man gegenübersteht: Wie soll man etwa erklären, dass dem gleichen Mann, der sein eigenes Leben für Juden aufs Spiel setzte, antisemitische Stereotypen durchaus nicht fremd waren?

Seine diesbezüglichen Äusserungen lagen ganz in der Tradition des christlichen Antisemitismus, der in den Juden die Gottesmörder sah, die Verstockten und Blinden, die der Bekehrung bedürfen. Dieser dogmatische Antijudaismus war im Christentum weit verbreitet, selbst bei Christen, die sich – wie Gertrud Kurz, Paul Vogt oder Karl Barth – enorm für die bedrohten Juden einsetzten und den nationalsozialistischen Antisemitismus

scharf verurteilten. Ursula Käser-Leisibach hat offengelegt, wie hartnäckig und folgenreich sich diese jahrhundertealte Judenfeindschaft noch in den Jahren 1933 bis 1942 behauptete. Sie untersuchte – hauptsächlich in den offiziellen Organen – die Haltung der beiden Schweizer Kirchen gegenüber dem Nationalsozialismus, namentlich zum nazistischen Kirchenkampf, zur Rassenideologie und zur Judenverfolgung. Von dürftigen Ausnahmen abgesehen, so ihr Ergebnis, schwiegen die Kirchenleitungen zu den deutschen Verbrechen an den Juden und zur antijüdischen Schweizer Asylpraxis. Zwar waren sie gegenüber dem Nationalsozialismus nicht völlig blind, aber sie prangerten – ähnlich wie die deutschen Kirchen – vor allem diejenigen Aspekte an, von denen sie sich selber betroffen fühlten: etwa die Zwangssterilisierung, die ihre Sexualmoral bedrohte, oder die Gleichschaltung der Kirche mit dem Staat.

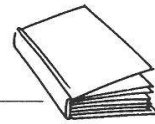
Käser-Leisibach hat als erste umfassend die offizielle Haltung der Kirchen dargestellt. Man könnte diese Leistung vorbehaltlos würdigen, wenn sie ihre Sprache reflektierter verwendet hätte. So schreibt sie von «Zwangssterilisierungen von gesellschaftlich Minderwertigen» (S. 162) – ohne Anführungszeichen, die eine Distanzierung vom nazistischen Begriff markiert hätten. Oder sie spricht im Indikativ und ebenfalls ohne Anführungszeichen von der «unverhältnismässige(n) Vertretung der Juden in der führenden Schicht von Politik, Wirtschaft und Kultur» (S. 163). Es liessen sich weitere Stellen anzeigen, bei denen die Autorin keinerlei sprachliche Markierungen vornimmt, um ihre Optik von derjenigen der Quellen zu unterscheiden.

Wohl gemerkt, ich unterstelle Käser-Leisibach keine antisemitische Haltung. Aber ihre sprachlichen Unsorgfältigkeiten führen zu inhaltlichen Verfälschungen.

man bei den meisten hier besprochenen Autoren: So redet Lasserre von «réfugies aryens» (S. 298 und 300) und von «non-aryens» (S. 62), oder er gebraucht – ebenfalls ohne Anführungszeichen – den beschönigenden Nazi-Ausdruck «Nuit de Cristal» (S. 65). Auf gleiche Weise verwenden verschiedene Autoren – so Tschuy (S. 109 und 121) – das antisemitische Konstrukt «Judenfrage». Broggin schliesslich bezeichnet behördliche Schikanen gegen Flüchtlinge als Vorsichtsmassnahmen («precauzioni», S. 171). Über die grosse Grenzschiessung im August 1942 sagt sie: «L'ospitalità concessa ai «perseguitati politici» non poté più venire estesa agli ebrei che sempre in maggior numero cercavano scampo in Svizzera.» (S. 50) Die Gastfreundschaft «konnte nicht auf die Juden ausgedehnt werden» – Broggin teilt doch nicht die fatale Ansicht der damaligen Magistraten?

Die Aufzählung verweist auf ein grundlegendes Problem. Wie in der Historiographie üblich, befleissigen sich alle Autoren einer Rhetorik des Faktischen: Sie unterdrücken (fast) alle Spuren des Ichs, das den Text erzeugt; die Geschichte scheint sich selber zu erzählen. Die Erzählhaltung ist auktorial; es erzählt eine unsichtbare, objektive Instanz. Entsprechend hoch ist der Autoritätsanspruch des Textes. Darum ist es so gefährlich, wenn ausgerechnet diese scheinbar objektive Perspektive in Wahrheit nichts anderes wiedergibt als die zeitbedingte Sicht der Quellen. Geschichtsschreibung hat viel mit Perspektiven zu tun, aber auch mit Schreiben. Das eine ist vom anderen nicht zu trennen.

Stefan Mächler (Zürich)



MONIKA BANKOWSKI ET AL. (HG.)
ASYL UND AUFENTHALT
DIE SCHWEIZ ALS ZUFLUCHT UND
WIRKUNGSTÄTTE VON SLAVEN
IM 19. UND 20. JAHRHUNDERT

HELBING & LICHTENHAHN, BASEL 1994, 485 P.,
FR. 79.-

Ce recueil comprend les contributions présentées à un symposium tenu à Zurich en 1991 et organisé dans le cadre d'un projet collectif, financé depuis 1988 par le FNRS, sur les relations entre la Suisse et les pays de l'Est. Deux autres volumes, issus du même projet, sont également parus. La difficulté avec un tel sujet, c'est que toute étude sérieuse nécessite à la fois la connaissance du terreau historique suisse, avec ses particularités cantonales et locales, son trilinguisme, et celle du pays de provenance, ce qui signifie la maîtrise de ses langues, les Slaves ne comprenant pas que les Russes mais aussi des Polonais, Ukrainiens, etc., sans parler des peuples non slaves de l'empire tsariste dont les ressortissants ont pu jouer un rôle important dans l'émigration (Arméniens, Géorgiens, ...). On relèvera enfin la grande dispersion des sources, de la Russie aux États-Unis en passant par les divers pays européens. À ce sujet on déplorera qu'à Genève, l'un des centres de l'émigration russe d'avant la Révolution, le Département de Justice et Police procède à la destruction d'une grande partie de ses dossiers; on y aurait trouvé de nombreux renseignements sur les exilés slaves...

Mais revenons à notre ouvrage. La complexité de son thème rendait nécessaire une orientation multidisciplinaire et internationale qui se reflète dans la variété des approches, les unes plus littéraires, les autres plus historiques. D'où une certaine inégalité dans la façon dont sont traités les sujets, ainsi que certaines lacunes: rien par exemple sur les Bulgares, dont les

étudiants étaient si nombreux en Suisse avant 1914. Il ne faut donc pas rechercher dans ce livre une histoire complète des Slaves en Suisse, mais un ensemble de dix-neuf contributions des plus diverses. Si l'on se borne à celles qui s'attachent à une période déterminée, un peu plus de la moitié de leurs pages est consacrée à la période 1849-1914; 4% à la Première Guerre mondiale, 16% à l'entre-deux-guerres et 28% à l'époque contemporaine depuis 1939. Une importante étude reprend, en une large synthèse, tout ce qui concerne l'art et la culture slaves dans l'exil suisse (P. Brang). Une bibliographie sélective (mais aux critères très larges) et raisonnée de 750 numéros rendra certainement les plus grands services aux chercheurs. On pourra en discuter les choix. Il est dommage, pour Bakounine, de ne pas trouver sa biographie la plus récente, due à Madeleine Grawitz (*Bakounine*, Paris 1990). Les travaux en français sont d'ailleurs quelque peu «prétérités»; le Netchaïeff de Jeanne-Marie Gaffiot, publié en Suisse (*Netchaïeff*, Lausanne 1989), l'ouvrage édité par G. Haupt (*Les bolcheviks par eux-mêmes*, Paris 1989), qui a l'avantage de rendre accessibles aux francophones les autobiographies de personnages ayant vécu dans notre pays, auraient mérité d'être retenus. Il en va de même, en allemand, des souvenirs attachants du Letton Janys Klawa et de ceux du médecin zurichois Fritz Brupbacher (*Errinerungen eines Revoluzzers*, Zürich 1927), si lié aux Russes.

La partie la moins satisfaisante, du point de vue d'un historien, est probablement celle des années 1939 à 1981, où l'on passe de l'étude sociologique sur les facteurs d'intégration des Tchécoslovaques de 1968 au témoignage personnel d'un ancien officier royaliste de la marine yougoslave. Sur l'entre-deux-guerres, trois contributions: sur le dépôt des papiers de Marina Tsvetaeva à la

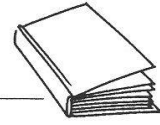
Bibliothèque universitaire de Bâle en 1938–1939, avant son retour en Russie (R. Kemball); sur Fega Frisch et son œuvre de traductrice; sur les contributions fédérales en faveur des Russes nécessiteux et malades de 1918 à 1951. Il faut bien reconnaître, comme le révèle C. Goehrke dans la conclusion de l'ouvrage, que l'étude de l'émigration blanche n'en est qu'à ses débuts. Ajoutons qu'en Suisse celle-ci ne se réduit pas à quelque ci-devant grande-duchesse tombée dans la gêne et qu'il faudra bien étudier un jour ses éléments les plus actifs, dont le rôle politique est loin d'être négligeable.

La seule contribution relative à 1914–1918 est celle de l'historienne polonaise H. Florkowska-Francic: l'influence exercée par les Polonais sur l'opinion publique en Suisse. C'est un thème intéressant qui mériterait d'être repris pour les autres mouvements nationaux qui s'agitaient alors dans notre pays: oukrainien, comme on écrivait alors, lithuanien et autres. Les relations complexes qu'ils entretenaient avec les belligérants, lesquels cherchaient à les utiliser pour leurs propres fins, leurs rapports avec les autorités locales et fédérales, leurs rivalités, tout cela, déjà abordé dans les travaux d'Alfred E. Senn, constituerait autant de pistes intéressantes à suivre.

La première partie, la plus fournie, est peut-être la plus intéressante à notre avis. Deux contributions sont consacrées à des personnalités: Herzen (N. Bontadina et P. Brang) et Dragomanov (M. Bankowska-Züllig), le promoteur de la culture ukrainienne qui vécut à Genève de 1876 à 1899. Pour celui qui ne lit pas les langues slaves, cette dernière est d'une grande valeur informative. M. Somm analyse la pratique de la Suisse à l'égard des révolutionnaires polonais au XIX^e siècle en insistant sur ses imbrications avec la politique intérieure suisse. Cependant, et

c'est là que la collaboration interdisciplinaire aurait dû jouer, il n'a pas utilisé les travaux des historiens polonais non traduits (H. Florkowska par exemple). En outre, l'importance de l'affaire des Polonais (1834) pour la politique genevoise lui a presque entièrement échappé: pour la première fois l'autorité du gouvernement issu de la Restauration est ouvertement bafouée, les milices refusent ses ordres et il lui faudra plusieurs semaines pour parvenir à expulser les Polonais et Italiens dont il voulait se débarrasser. On aurait aimé que l'auteur examine les affirmations de certains contemporains, dans la seconde moitié du siècle, qui prétendront que la troupe des Polonais était passée en Suisse pour y prendre part à un mouvement républicain dans la principauté de Neuchâtel. Dans une seconde contribution, l'historienne polonaise H. Florkowska-Francic examine l'attitude de la presse polonaise paraissant en Suisse à l'égard de notre pays, après 1864. Le mérite de J. Pleis est de s'être penché sur les extraditions de ressortissants de l'empire tsariste à la Russie. Si le cas de Netchaïeff est connu, il n'en va pas de même des autres, entre 1906 et 1908, pudiquement passés sous silence dans le discours officiel. On regrettera toutefois que l'auteur de cette consciencieuse étude ne se soit pas un peu plus penché sur l'histoire du socialisme qui lui aurait peut-être ouvert d'autres perspectives. Par exemple sur la faiblesse de la réaction des socialistes suisses à l'extradition du Polonais Kilaczyski (1907), vigoureusement condamnée par Karl Liebknecht. Ou sur l'imbrication avec la politique locale: les élections municipales de Zurich; l'évolution de l'opinion publique à l'égard des Russes en Suisse romande, évolution à laquelle le Tribunal fédéral n'est probablement pas demeuré insensible, dans l'affaire Wassiliëff.

Ce dernier exemple illustre une fois



de plus la complexité des thèmes abordés par cet ouvrage, la nécessité, pour les étudiants d'une manière approfondie et satisfaisante, de briser la barrière des spécialisations, de s'engager dans la voie de l'interdisciplinarité et de la collaboration la plus large, y compris à l'échelle internationale. Toutes choses évidemment plus faciles à prôner qu'à faire, comme le montrent bien les qualités et les défauts de ce livre.

Marc Vuilleumier (Genève)

DOMINIQUE PUENZIEUX, BRIGITTE RUCKSTUHL
MEDIZIN, MORAL UND SEXUALITÄT
DIE BEKÄMPFUNG DER GESCHLECHTSKRANKHEITEN SYPHILIS UND GONORRHOE IN ZÜRICH 1870–1920

CHRONOS, ZÜRICH 1994, 335 S., 60 ABB., FR. 48.–

Eigentlich gilt bis heute eine fein säuberliche Arbeitsteilung. SozialhistorikerInnen beschäftigen sich mit sozialen Verhältnissen, Veränderungen und Bewegungen, kurz: mit gesellschaftlichen Kontexten, während sich die Spezialisten der Geschichte einzelner Disziplinen den spezialisierten Theorien, Konzepten und Praktiken, kurz: den wissenschaftlichen Texten annehmen, die meist als Entwicklung vom Falschen zum Wahren begriffen werden. Traditionelle Medizingeschichte gehört eindeutig in diese Kategorie, und ebenso eindeutig hielten sich bislang die SozialhistorikerInnen mehrheitlich ans Verbot, sich auf Diskurse einzulassen, von denen sie qua Ausbildung nichts verstehen. Die so entstehende Kluft zwischen Wissensformen und sozialen Verhältnissen, die unser Bild der Vergangen-

heit durchzieht und den Schein je relativ selbstläufiger Prozesse erzeugt, wurde, man weiss es, von Michel Foucaults Arbeiten wohl zum ersten Mal grundlegend erschüttert. Sein Konzept des Diskurses unterläuft die Autonomie individuellen Sprechens und die Vorstellung von Wahrheit als *adequatio rei et intellectus*, und sein Konzept der Macht bindet wissenschaftliche Diskurse unmittelbar ins Feld des Politischen ein, wo sie immer schon entstehen.

Die von Dominique Puenzieux und Brigitte Ruckstuhl vorgelegte Zürcher Dissertation geht daher folgerichtig von Foucault aus, eine Referenz, die – behält man die Geschichtswissenschaft als ganzes im Blick – weit weniger modisch ist, als dies zu sein scheint. Die Autorinnen versuchen konsequent, medizinisch-wissenschaftliche, hygienische, moralisch-religiöse, politische und soziale Diskurse und Handlungsfelder aufeinander zu beziehen; ihr Ziel dabei ist es zu zeigen, wie im Schnittpunkt dieser Diskurse der Zentralbegriff der Sexualität «konstruiert» wurde (S. 18). Angesichts der heutigen Auseinandersetzungen mit AIDS versuchen sie dabei herauszufinden, wie das Reden über Geschlechtskrankheiten die Vorstellungen, Normen und Praktiken von Sexualität selbst trifft und verändert. Ihr diskursanalytischer (und weit weniger handlungspragmatischer) Ansatz führt die Autorinnen zu Recht dazu, ihre Zürcher Fallstudie ständig auf die internationalen Debatten über Prostitution und Geschlechtskrankheiten zu beziehen. Sie machen damit deutlich, wie die Handelnden «vor Ort» abhängig von Diskursen waren, die sie selbst nicht zu steuern vermochten, die vielmehr umgekehrt ihre Strategien und Konfliktlösungen weitgehend bestimmten.

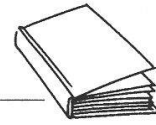
Die Untersuchung beginnt mit dem «medizinisch-internationalen Kongress» in Paris 1867, als sich zum ersten Mal

unter Ärzten aller Industrienationen der Konsens durchsetzte, die Geschlechtskrankheiten durch die strenge medizinisch-polizeiliche Regulation der Prostitution zu bekämpfen. Das Konzept der Reglementaristen ging davon aus, dass die Sexualität bürgerlicher Männer über die Befriedigungsmöglichkeiten in der Ehe hinausdränge, so dass Prostitution nicht verboten werden könne, sondern gemäss den Konzepten der *hygiène publique* saniert werden müsse. Der Kongress empfahl die Einführung staatlich beaufsichtigter Bordelle sowie die regelmässige ärztliche Kontrolle aller Prostituierten; so wie die Gesundheitsbehörden den Stadtbewohnern nach den sich durchsetzenden Plänen der Hygieniker sauberes Trinkwasser und reine Atemluft garantieren sollten, sei auch die Gesundheit der «öffentlichen Frauen» durch staatliche Regulation sicherzustellen. Kranke Frauen wurden zwangsweise in ein Spital eingewiesen. Der Effekt dieses Dispositivs bestand darin, die männliche Doppelmoral zu festigen sowie die zugleich ärztliche und staatliche Macht über den Körper der so aus der Gesellschaft «technokratisch» ausgegrenzten Prostituierten erst wirklich zu etablieren.

In Zürich wurde die Prostitution seit 1870 zu reglementieren versucht. Die Legalisierung und medizinische Kontrolle der Bordellprostitution provozierte seit 1872 eine Oppositionsbewegung gegen diese offizielle Duldung der «Unsittlichkeit», das heisst gegen die offenbar recht deutliche Präsenz von Prostituierten in der Öffentlichkeit, gegen die offen praktizierte und anerkannte sexuelle Doppelmoral bürgerlicher Männer und gegen die durch die Regulation faktisch nicht gebannte Gefahr der Geschlechtskrankheiten. Die in diesem Kampf der «Moral» gegen die «Hygiene» entstandenen Männer- und Frauen-Vereine «zur Hebung der Sittlichkeit» gehörten in den europaweiten Rah-

men der abolitionistischen Bewegung, die die Abwehr der Geschlechtskrankheiten nicht als ein Problem der öffentlichen Gesundheitspflege, sondern der individuellen Moral begriff, Prostitution grundsätzlich als soziales Übel verurteilte, und mit diesen Vorstellungen zunehmend auch in Ärztekreisen Aufmerksamkeit fand. Der Abstimmungserfolg der Sittlichkeitsvereine 1897 basierte nicht unwesentlich auf einer geänderten Haltung namhafter Ärzte – darunter Burghölzli-Direktor August Forel – zur ehemals als Allheilmittel gepriesenen staatlichen Regulation des käuflichen Sex.

Es ist ein grosses Verdienst dieser Arbeit, auf die Bedeutung der Sittlichkeitsvereine in der Diskussion über Prostitution am Ende des 19. Jahrhunderts Gewicht zu legen. Denn die Sittlichkeitsvereine stehen für eine Regulationsform von Sexualität, die oft durch die alleinige Analyse der staatlichen und medizinischen Zugriffe auf den Körper der Frauen verdeckt wird. Die Autorinnen zeigen gerade am Sittlichkeitsdiskurs, dass hier in neuer Weise die Frage gestellt wurde, wie bürgerliche Individuen in der sich rasant ändernden städtischen Umwelt mit sich selbst umgehen sollen. Anhand der Prostitution wurden von den Sittlichkeitsvereinen die Bedeutung der Moralität des Mannes für die bürgerliche Familie und das Verhältnis von bürgerlichen Eheleuten zueinander diskutiert: Konnten bürgerliche Frauen damit einverstanden sein, dass ihre Männer gewohnheitsmässig und zuweilen gar männerbündlerisch-rituell ins Bordell gingen, wo sie sich möglicherweise mit einem «Kontagium» infizierten, das dann auch die liebende Ehefrau und die zu zeugenden Kinder bedrohte? Und konnten sie dabei auf die Fähigkeit der Behörden hoffen, die gesundheitlichen Probleme «im Griff» zu haben? Evidenterweise konnten sie das nicht. Gonorrhöe und vor allem Syphilis



waren reale, sehr schmerzhaft, relativ weitverbreitete und nur sehr mühsam – wenn überhaupt – heilbare Krankheiten; als Therapeutika standen im 19. Jahrhundert, das heisst vor der Einführung von Salvarsan 1910, wahlweise warme Bäder oder Blutegel, «heroische» Quecksilber- und Jodkuren oder Abführmittel zur Verfügung... Mit anderen Worten: dieser ganze Diskurs über Geschlechtskrankheiten war zwar in seiner Metaphorik kaum strikt referentiell – möglich war er allerdings nur im Rücken des Realen der Krankheit. Hier scheint die Klaviatur des Konstruktivismus den Autorinnen eine etwas zu eingängige Melodie aufgedrängt zu haben: Im Streit zwischen Reglementaristen und den Aposteln der Selbstbeherrschung war die «Konstruktion» von Sexualität(en) zwar einer seiner Effekte, primär aber hatten die Safer-Sex-Aktivistinnen des 19. Jahrhunderts durchaus ein reales Problem zu lösen. Die Frauen der Sittlichkeitsvereine haben, im Rahmen der traditionellen Geschlechterrollen und mit einer religiös unterstützten Moral, dennoch aber in durchaus emanzipierter Weise gegen die sexuelle Ausbeutung der Prostituierten protestiert, die Partnerschaftlichkeit und den Vertragscharakter der Ehe eingefordert und daher die Doppelmoral bürgerlicher Ehemänner attackiert.

Damit stellt sich die Frage, wie man die Ideologie der Sittlichkeitsvereine zu begreifen habe. Die Autorinnen argumentieren, dass hier ein altes moralisch-religiöses Denken sich modernen, medizinisch-hygienischen Auffassungen in die Quere gestellt habe: ein letztlich religiös motivierter Verzicht auf Sexualität, Triebunterdrückung versus hygienischer Regulation der Sexualität. Diese Sicht entspricht zweifellos der Wahrnehmung der Zeitgenossen; akzeptiert man jedoch die methodischen Annahmen der Diskursanalyse, so wäre dieser Gegensatz zu-

mindest aufzuweichen. So könnte man etwa vermuten, dass der «Selbstbeherrschungs»-Diskurs der Sittlichkeitsvereine nur funktioniert hat, weil er «modernen» Auffassungen eben gerade nicht zuwiderlief, sondern mit ihnen kompatibel war. Selbstregulation um 1890 war wahrscheinlich nicht mehr ein rein religiös-moralisches Konzept, sondern schlicht die andere Seite des hygienischen Diskurs-Dispositivs, wie es zu Beginn des 19. Jahrhunderts entstanden war: *hygiène privée*. Der hygienische Diskurs, wie er sich in unzähligen Anleitungstexten für den rechten Umgang mit sich selbst bzw. seinem eigenen Körper auch in der Massenpresse produzierte, hat in einem sehr modernen, nicht traditionell- bzw. religiös-moralischen Sinn Selbstregulation gefordert: *Souci de soi*, um mit Foucault zu reden.

Um die Jahrhundertwende haben denn auch die Ärzte diese Kritik der Sittlichkeitsvereine im Sinne dieser hier angedeuteten diskursiven Konvergenz aufgenommen. In ihrer Darstellung der Entwicklung nach der Jahrhundertwende zeigen die Autorinnen, wie die «moderne» (S. 150) Diskussion um die Sexualabstinenz der Männer sich vollständig ohne moralisch-religiöse Referenzen führen liess, sondern als strikt medizinisches bzw. hygienisches Programm diskutiert wurde. Am Anfang des 20. Jahrhunderts machte die Radikalisierung des Leitbegriffs der «Gesundheit» diesen zur Prämisse eines neuen Sexualitätskonzepts, das zwar einerseits Sexualität als Teil eines gesunden Lebens akzeptierte, sie andererseits aber mit der Vision einer «gesunden» Gesellschaft «hochwertiger» Menschen verknüpfte (S. 164f.). Das Sexualverhalten wurde damit zum strategischen Element einer eugenisch konzipierten Gesellschaftsentwicklung: Wer via Prostitution Geschlechtskrankheiten verbreitet, schädigt nicht bloss sich selbst, ■ 167

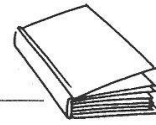
sondern den Volkskörper. Diese Radikalisierung hatte Konsequenzen. So wurden Geschlechtskrankheiten nun nicht mehr nur als Problem von Prostituierten, sondern als «Männerfrage» diskutiert. Das machte die Auseinandersetzung um Geschlechtskrankheiten insofern rationaler, als nun über Schutzmittel wie Präservative zumindest gesprochen werden konnte. Gleichzeitig wurde die Therapie wirkungsvoller: Um 1910 brachte die pharmazeutische Industrie erste Syphilis- und Gonorrhöe-Heilmittel auf den Markt, und 1913 wurde in Zürich die Poliklinik für Haut- und Geschlechtskrankheiten eröffnet.

Zugleich wurde auf dem Ärzte-Kongress von 1913 der Misserfolg des alten Reglementarismus eingestanden. In den modernen Grossstädten sei die «regellose Sexualität» junger Frauen das grössere Problem als die klassische Prostitution; auf diese Gruppe richteten sich nun unter dem Titel der «sanitären Fürsorge» (S. 202) ein ganzes Bündel sozialhygienischer, das heisst juristischer, medizinischer und fürsorgereicher Massnahmen, die insgesamt und in ihren verschiedenen europäischen Varianten zwischen Eigenverantwortung der Kranken und Zwang schwankten. Zugleich wurde nun auch mit kriminalanthropologischen Argumenten versucht, die Prostituierten als Gruppe zu pathologisieren. Konform mit der Ausweitung des Bedrohungsszenarios von den Prostituierten auf potentiell alle jungen Frauen in Grosstädten gingen die Sittlichkeitsvereine ihrerseits dazu über, Anstalten und Heime zur «Rettung gefallener» (d. h. infizierter und/oder ledig schwangerer) «Mädchen» zu gründen. Der alte moralische Diskurs hatte sich hier seine Institutionen geschaffen, deren Zwangsmechanismen die Autorinnen eindrücklich schildern. Deutlich wird dabei, wie sich in dieser frühen «Sozialarbeit» emanzipatorische und repressive

Elemente mischten. Die Solidarität unter Frauen wurde systematisch durch die Differenz zwischen «reinen» und «gefallenen» Frauen sowie zwischen Bürgerinnen und Proletarierinnen durchkreuzt (S. 184).

Während und nach dem Ersten Weltkrieg haben die Sittlichkeitsvereine ihren Einfluss auf die Diskussion zugunsten einer neuen Ärztegeneration verloren, die den alten Streit zwischen Reglementaristen und Anti-Reglementaristen als überholt ansah: Sie erblickten in jeder nicht-bürgerlichen Frau eine potentielle Ansteckungsquelle. 1918 gründeten diese Ärzte die «Schweizerische Gesellschaft zur Bekämpfung der Geschlechtskrankheiten». Die damals diskutierte Anzeigepflicht wurde nie verwirklicht; faktisch hatten die «volkshygienischen» Aktivitäten der Gesellschaft einzig den Effekt, in Zusammenarbeit mit den Gesundheitsbehörden die statistischen Grundlagen zur Beurteilung der realen Bedrohung durch Syphilis und Gonorrhöe sowie verschiedene präventive und therapeutische Massnahmen ärztlicher Natur auszubauen.

Die Länge dieser Besprechung ist ein Zeichen dafür, dass m. E. «Medizin, Moral und Sexualität» ein ausgezeichnetes, das heisst materialreiches, reflektiertes und spannendes Buch ist. Sein grosser Vorzug, die konkrete Fallstudie zur Bekämpfung der Geschlechtskrankheiten während 50 Jahren mit sehr verschiedenen Diskursen zu verknüpfen, ist allerdings zugleich seine Schwäche. Ich habe in der Diskussion um die Ideologie der Sittlichkeitsvereine angedeutet, dass eine konsequente Diskursanalyse vielleicht mehr zu Tage fördern würde als auch eine sorgfältige Registrierung der mehr oder minder manifesten Aussagen der verschiedenen Beteiligten. Natürlich ist es schwierig, die Erzählung einer Geschichte mit der Analyse von Diskursen, d. h. von symbolischen Strukturen, zu verbinden.



Dennoch scheint es, dass die Autorinnen die dauernden Verschiebungen und Übergänge zwischen den verschiedenen diskursiven Positionen nicht ganz durchschaut haben – ich habe sie auch nicht durchschaut –, sondern zuweilen in eine Ereignisgeschichte sich ablösender Aussagen verfallen. Vielleicht wäre es sinnvoll gewesen, die Darstellung an zwei, drei Stellen durch eine diskursanalytische Untersuchung einzelner Positionen zu unterbrechen, um dann zu zeigen, auf welcher Matrix sich ein Diskurs entwickeln und verschiedene Formen annehmen konnte – und wo seine Grenzen erreicht waren, wo er abbrach und anderen Diskursen Platz machte. Das dies fehlt, liegt wohl an einem methodisch offensichtlich nicht ganz geklärten Diskurs-Konzept: Eine Diskussion zwischen zwei Positionen ist kein «Diskurs» (S. 13), sondern das Aufeinandertreffen von zwei Diskursen, deren untergründige Gemeinsamkeiten (wie im Fall «Hygiene») allenfalls analytisch nachgewiesen werden müssten. Zudem müsste man sich entscheiden, ob die Sprache «das Fenster ist, durch das wir Sexualität betrachten und wahrnehmen» (S. 140), oder ob Sexualität durch Diskurse «konstruiert» wird. Dieser Ansatz ist sicher produktiver; nur muss man dann zeigen, wie Diskurse Realität hervorbringen, und nicht bloss scheinbar vordiskursive Haltungen und Meinungen abbilden. Und man muss dann auch zu klären versuchen, was an Realem ausserhalb der Diskurse bleibt, das diese antreibt und immer wieder verändert: in diesem paradigmatischen Fall das Begehren und der Tod.

Philipp Sarasin (Basel)

RUEDI BRASSEL-MOSER
DISSONANZEN DER MODERNE
ASPEKTE DER ENTWICKLUNG DER
POLITISCHEN KULTUREN IN DER
SCHWEIZ DER 1920ER JAHRE

CHRONOS, ZÜRICH 1994, 270 S., FR. 48.–

Ruedi Brassel-Moser beschreibt in seiner Dissertation, wie er selbst formuliert, «Bruchstücke» aus «vielschichtig fragmentierten politischen Kulturen». Mit politischer Kultur ist der Ort gemeint, wo sich die Gesellschaft öffentlich symbolisiert oder darstellt und dadurch eine «Späre des Politischen» schafft. Im Zentrum des Buches stehen die politischen Kulturen bzw. die «Diskursformationen» des Freisinns.

Der Autor setzt bei der inzwischen breit abgestützten Feststellung an, dass die Zwischenkriegszeit in der Schweiz bisher zu stark unter dem Blickwinkel der Bedrohung von aussen und des Klassenkonflikts beschrieben wurde. Querliegende Fragestellungen kamen in der Tat zu kurz: So gilt es für die fragliche Periode nach den Ursachen von «ungewöhnlichen politischen Konstellationen» zu forschen oder zivilisations- und demokratiekritische Tendenzen zu erklären.

Im ersten Bruchstück beschreibt Brassel – ausgehend von der bestehenden Sekundärliteratur – die sozioökonomischen Rahmenbedingungen, den politisch-institutionellen Wandel und die politische Entwicklung. Dieser Teil, der allein schon fast 70 Seiten umfasst, liest sich wie eine allgemeine sozialhistorische Einführung in die Schweiz der 20er Jahre und ist nützlich für Studierende, die sich in dieses Thema einarbeiten wollen.

Die 20er Jahre kulminierten politisch in einer Stabilisierung des an sich sehr heterogenen Bürgerblocks. Der Kitt, der dieses Bündnis zusammenband, wurde aus vielfältigen antietatistischen Ideologieverersatzstücken hergestellt. Jede rechts-

konservative Strömung konnte sich so auf ihre Art in den Bürgerblock einreihen, ohne ihre eigene Identität aufgeben zu müssen. Diese Identitätsrepräsentation war nach der Meinung von Brassel denn auch die letzte Aufgabe, die den Parteien geblieben war, nachdem sie in der Sachpolitik bisweilen stark an Bedeutung verloren hatten (Verwirtschaftlichung der Demokratie, korporativistische Verfahren). Zu fragen wäre allenfalls, ob der Autor mit dieser These, nach der die Parteien zugespitzt nur noch zur Symbolisierung der Blockkonstellation dienten, nicht doch zu weit geht. Leisten die Parteien nicht trotz ihrem Bedeutungsverlust einen wichtigen Beitrag zur Formierung der Gesellschaft?

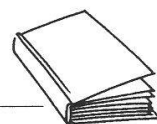
Das zweite Bruchstück, überschrieben mit «Reflexe und Reflexionen der Moderne», geht auf das zentrale Thema ein, auf das auch der Buchtitel verweist. Es versammelt die zeitgenössischen Diagnosen über den Modernisierungsprozess zu einem Bild der allgemeinen Befindlichkeit der schweizerischen Eliten. Ziel dieser Darstellung ist, deren «outillage mental», ihre begrifflichen «Muster und Wahrnehmungsweisen», herauszuarbeiten. Dies gelingt dem Autor in eindrucksvoller Weise, indem er aufzeigt, wie sich im Freisinn – und darüber hinaus – trotz dem abrupten Bruch nach dem Ersten Weltkrieg weiterhin der Wunsch hielt, «eine Sprache der Vermittlung zu finden, in der sich die Gesellschaft wieder als Ganze symbolisieren lasse».

Das dabei benutzte «outillage mental», welches gewissermassen das soziale Kapital der gesellschaftlichen Akteure darstellte, war, wie Brassel richtig darstellt, auch Bestandteil einer «habitualisierten, unbewussten Distinktionsstrategie». Diese Feststellung führt den Autor zur Kritik von Hansjörg Siegenthalers Krisentheorie. Anschliessend an Jürgen

Momente fundamentaler Unsicherheit nur über verständigungsorientiertes, nicht-strategisches bzw. vorurteilsfreies Handeln überwunden werden können. Brassel zeigt hingegen auf, dass absolute Vorurteilsfreiheit eine «Fiktion» ist.

Einen zentralen Bestandteil der beschriebenen «Dissonanzen der Moderne» bilden schliesslich die zivilisationskritischen Diskurse, die sich um Begriffe wie «Geschwindigkeit», «Motorisierung» und «Rationalisierung» entfalteten. In allen Varianten wurden neue Orientierungen gesucht. Ein «Hunger nach Ganzheit» (Peter Gay) erfüllte diese Suchenden, die die zerbrochene, mythische Einheit wieder herzustellen wünschten. Eine Konsequenz davon war der Ruf nach «Führung» und der Rückgriff auf traditionale Identitätskonstruktionen. In dieser Hinsicht ist das Buch auch für die Gegenwartsdiagnose sehr instruktiv.

Das letzte Haupt-Bruchstück ist der Hegemoniekrise des Freisinns gewidmet. Es enthält am Beispiel des Staatsrechtlers Carl Hilty eine Darstellung der Majorzdoctrin, der Krise des freisinnigen Selbstverständnisses und der Diskursstrategien, mit denen die Partei ihre Verunsicherung zu überwinden trachtete. In der Majorzdoctrin, so Brassel, wurde «die Einheit durch den politischen Ethos ideell aufgeladen, was es ermöglichte, die dissidentierenden, zentrifugalen Kräfte als «materialistisch», «interessegebunden» oder aber «von aussen gesteuert» zu diskreditieren und ihren legitimen Vertretungsanspruch einzuschränken». Dieser Mechanismus funktionierte in den 20er Jahren weiter. Was Brassel aber vielleicht übersieht, ist, dass gerade der freisinnige Mythos der Einheit mithalf, die totale Ausgrenzung der Linken zu verhindern. Die Integration in der Einheit war vielen Freisinnigen am Ende doch wichtiger. Der Majorz, dem viele der alten politischen Würdenträger noch nachtrauerten, hatte in den 20er



Jahren eben doch an Bedeutung verloren. Man lernte rasch mit dem Proporz zu leben. Vielleicht erklärt dies auch, warum Hansjörg Siegenthaler verständigungsorientiertes Handeln weiterhin für möglich hält, während Ruedi Brassel diesbezüglich skeptischer ist. Zu fragen wäre allenfalls, ob diese sicher berechtigte Skepsis durch die Schwerpunktsetzung auf die Majorzdoctrin nicht zusätzlich gefördert wurde.

Insgesamt ist «Dissonanzen der Moderne» ein sehr interessantes Buch. Ein bisschen schade ist, dass es nur schlecht (oder überhaupt nicht?) lektoriert wurde. Die einzelnen Bruchstücke hätten dann vielleicht besser miteinander in Bezug gebracht und die vielen kleinen Fehler etwas dezimiert werden können. An Lesbarkeit hätte das Buch damit auf jeden Fall gewonnen.

Franz Horvath (Zürich)

PETER MOSER

**DER STAND DER BAUERN
BÄUERLICHE POLITIK, WIRTSCHAFT
UND KULTUR GESTERN UND HEUTE**

HUBER, FRAUENFELD 1994, 424 P., FS 85.–

L'ouvrage de P. Moser brosse un vaste historique de l'évolution du monde agricole sous ses aspects politique, culturel et économique. Dans le contexte actuel des négociations du GATT et de la réforme en profondeur de la politique agricole, cet ouvrage apporte un éclairage historique bienvenu sur la place de la paysannerie dans la société suisse. Alors que la paysannerie représentait environ deux tiers de la population active au milieu du 19^e siècle, seuls 4% de la population travaillent encore dans le secteur agricole aujourd'hui. Ces chiffres indiquent bien les profondes transformations subies par ce secteur au cours de ce siècle. Derrière

le caractère «inéluçtable» de l'évolution de l'agriculture dans une société industrielle, se cachent pourtant les enjeux, les intérêts conflictuels et les options politiques divergentes qui ont façonné l'orientation prise par la politique agricole. Ce dernier aspect est au centre de l'ouvrage de P. Moser qui met en particulier l'accent sur l'action politique des milieux paysans. Sans prétendre rendre compte de l'ensemble de l'ouvrage, nous allons maintenant évoquer quelques points qui nous semblent particulièrement intéressants.

À la fin du 19^e siècle, la crise économique et les négociations de différents accords douaniers conduisent les milieux paysans à demander une intervention de l'État pour contrebalancer les répercussions du libéralisme pur et dur. À l'époque, de très fortes divergences persistent au sein de la paysannerie; tandis que les secteurs industriels (Vorort), les milieux des arts et métiers (USAM) et le mouvement ouvrier (USS) ont déjà fondé leur propre organisation faîtière, l'Union Suisse des Paysans (USP) ne voit le jour qu'en 1897. Cette centralisation de la représentation des intérêts paysans va permettre à la paysannerie de parler d'une seule voix pour défendre ses intérêts et à l'USP d'être reconnu comme l'interlocuteur de l'administration fédérale sur les sujets agricoles. Sous l'impulsion de son secrétaire, E. Laur, l'USP va rapidement gagner un poids politique considérable. L'approbation par le peuple de l'accord douanier de 1903, après une campagne vigoureuse de l'USP, est perçue comme une victoire de l'organisation qui a su mobiliser l'électorat paysan. Cet enjeu référendaire a eu pour effet d'accentuer les divergences entre les organisations ouvrières, opposées à l'accord, et l'USP. Par ailleurs, l'organisation faîtière des paysans devenait, à travers ce succès, un partenaire incontournable pour les milieux industriels ■ 171

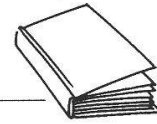
et des arts et métiers dans la formation du «bloc bourgeois». L'intégration des dirigeants de l'USP dans le cercle restreint du processus décisionnel aura des répercussions durables et profondes sur l'ensemble de la vie politique suisse.

Un des aspects particulièrement intéressants de l'ouvrage de P. Moser réside dans son analyse approfondie des divisions qui ont traversé les milieux paysans. L'USP est souvent présentée comme le représentant unique de l'agriculture; pourtant, les différents mouvements de contestation au sein de la paysannerie ont été nombreux et ont suscité de larges débats. Mises à part les unions paysannes (Bauernbünde) des années 1880/90 qui constituèrent les premières formes d'opposition aux sociétés paysannes traditionnelles, l'auteur distingue trois principaux mouvements: le mouvement des jeunes paysans dans les années 30; l'UPS (l'Union des producteurs suisses) et les comités paysans durant la période de 1950 à la fin des années 70 et enfin le VKMB (Vereinigung zum Schutz der kleinen und mittleren Bauern) dans les années 1980.

Avec la détérioration de la situation matérielle de la paysannerie à la fin des années 20 et au début des années 30, de fortes divisions sont apparues au sein des organisations paysannes. Aussi bien au sein des partis cantonaux du BGB (Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei) que de l'USP, certains courants des jeunes paysans se rapprochèrent du PSS et de l'USS pour s'opposer à la politique économique du Conseil fédéral; ils s'engagèrent ainsi en faveur de l'initiative de crise et dans le mouvement des lignes directrices. Suite aux divisions avec la gauche sur les questions de la politique financière, le mouvement des jeunes paysans, malgré une forte implantation dans plusieurs cantons alémaniques (BE, SG et AG), perdit toutefois de son poids à la fin des années 30.

Durant l'après-guerre, l'accélération du processus de rationalisation et de mécanisation des méthodes de production agricole a eu pour effet de diminuer le nombre de paysans et d'augmenter la taille des exploitations. L'augmentation, jugée insuffisante par les milieux paysans, du prix du lait et les difficultés d'écoulement des fruits et du vin suscitèrent de nombreuses critiques au sein de la paysannerie. Cette insatisfaction se traduisit tout d'abord par la création de l'UPS en Suisse romande, puis par les manifestations paysannes de 1954 et 1961, soutenues également par l'USP. La résurgence d'une opposition paysanne organisée, composée de l'UPS et des comités paysans, prit forme à la fin des années 60 suite aux mesures de réduction du prix du lait acceptées par les organisations officielles.

Dans le prolongement du mécontentement des petits paysans à l'égard du contingentement laitier qui ne faisait qu'accentuer les inégalités de revenu au sein de la paysannerie, le VKMB vit le jour au début des années 80. La principale revendication du VKMB portait sur une répartition plus juste des subventions agricoles par une différenciation des prix en fonction de la taille des exploitations et non plus des quantités produites. Avec l'appui de Denner, le VKMB se distingua par le lancement de l'initiative, dite des petits paysans, qui faillit être acceptée par le peuple malgré l'opposition des principales forces politiques. Par la suite, le VKMB adapta ses revendications en fonction des exigences du GATT et dans le sens d'une écologisation de l'agriculture, ce que l'USP fit avec beaucoup plus de lenteur. Concernant la réorientation de la politique agricole (mesures écologiques, paiements directs), l'analyse de P. Moser reste trop descriptive; il aurait été intéressant d'évaluer l'influence des pressions externes du GATT et le rôle du VKMB dans le processus de réforme.



En filigrane de l'ensemble du livre et de façon explicite dans l'épilogue, P. Moser soulève la question de la situation des paysans dans une société capitaliste et de leur positionnement par rapport au mouvement ouvrier et à la bourgeoisie. À la fois entrepreneurs et travailleurs, dépendants de l'État, mais aussi soumis, dans une certaine mesure, aux règles du marché, les paysans ont constamment exprimé dans leur discours la complexité de leur situation sociale; cela s'est notamment traduit à travers les nombreuses divisions évoquées plus haut. La paysannerie incarne de façon exemplaire les multiples contradictions qui traversent notre société et constitue en cela un sujet d'étude très riche. Malgré l'ampleur de la période couverte, P. Moser, en se basant tant sur d'abondantes sources primaires que sur la littérature existante, a su rendre compte avec précision des multiples aspects caractérisant l'évolution du monde agricole.

André Mach (Lausanne)

ADRIAN VATTER
EIGENNUTZ ALS GRUNDMAXIME
IN DER POLITIK?
EINE ÜBERPRÜFUNG DES EIGENNUTZAXIOMS DER ÖKONOMISCHEN THEORIE DER POLITIK BEI STIMMBÜRGERN, PARLAMENTARIERN UND DER VERWALTUNG

PAUL HAUPT, BERN 1994, 377 S., 26 TAB., FR. 68.–

Wie steht es um die empirische Relevanz des «Modells vom nutzenmaximierenden Individuum», das seit einiger Zeit in den anglo-amerikanischen Sozialwissenschaften und neuerdings auch in der hiesigen Geschichtswissenschaft mit so viel Selbstgefälligkeit daherkommt? (Vgl. «Debatte» in *Traverse* 1994/3). Adrian Vatter hat in seiner politologischen Ber-

ner Dissertation den Versuch unternommen, dieses Modell einer empirischen Überprüfung zu unterziehen. Dabei hat er wie einstmals Odysseus einen Weg zwischen Skylla und Charybdis gesucht: Einerseits betrachtet er «die Eigennutzannahme nicht [...] als deduktiv festgelegte Ausgangsbedingung», wie das die Vertreter der Ökonomischen Theorie der Politik üblicherweise tun. Andererseits schliesst Vatter das «Modell vom nutzenmaximierenden Individuum» auch nicht zum vorneherein als Erklärung für das Verhalten von politischen Akteuren aus, wie das etwa Vertreter eines soziologischen Ansatzes in der Politikwissenschaft praktizieren. Stattdessen definiert Vatter das «Grundaxiom vom eigennützigen Akteur zur abhängigen Variablen» um und eröffnet damit die Möglichkeit seiner empirischen Falsifizierung. Vatters Interesse ist «nicht die grundsätzliche Zustimmung oder Verwerfung des Eigennutzaxioms», sondern die Frage, «unter welchen Bedingungen sich politische Akteure eigennützig im Sinne der Ökonomischen Theorie der Politik verhalten und welche empirische Relevanz dieses zentrale Grundaxiom des ökonomischen Theorie-modells besitzt». (S. 16)

Die politischen Akteure, deren Verhalten Vatter untersucht, sind die StimmbürgerInnen, die nach den Annahmen der Ökonomischen Theorie der Politik ihren persönlichen Nutzen, ParlamentarierInnen, welche ihre Wiederwahlchancen, und Verwaltungsstellen, welche ihr Budget maximieren. Um eine empirische Überprüfung des Eigennutzaxioms vornehmen zu können, muss Vatter einen engen Nutzenbegriff verwenden. Er ist sich bewusst, dass jede weitgefassete Nutzendefinition empirisch nicht überprüfbar, weil tautologisch ist.

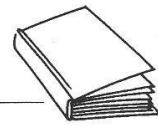
Getestet werden die Hypothesen an zwanzig Entscheidungsfällen, bei denen ein «örtlich begrenzter Nutzen des Ent-

scheidungsgegenstandes» gegeben ist. Konkret handelt es sich um kantonale «Sachvorlagen» über öffentliche Dienstleistungen, die «vom gesamten Kanton indirekt über Steuern finanziert werden» mussten, aus denen aber «nur einzelne Gemeinden oder Regionen» Nutzen ziehen konnten, beispielsweise Spitalbauten, Entlastungs- und Umfahrungsstrassen, Lawinenverbauungen sowie Energieanlagen. Mit den Kantonen Bern, Uri, Schaffhausen und Basel-Landschaft berücksichtigt Vatter zudem vier unterschiedliche Kontexte.

Vatter beschreibt jeden einzelnen Fall und nimmt das Verhalten der Verwaltungsstellen, der ParlamentarierInnen und der StimmbürgerInnen unter die Lupe. Nach vorweg definierten Kriterien entscheidet er, ob sich die Akteure eigennützig, neutral oder solidarisch verhalten haben. Grundannahme ist, «dass die bereitzustellenden öffentlichen Güter eindeutig einen positiven Nutzen für die Standortgemeinde bewirken», woraus folgt, «dass mit zunehmender örtlicher Nähe zum Abstimmungsgegenstand die Wahrscheinlichkeit steigt, von dieser auch überproportional profitieren zu können, d. h., dass von einer zunehmenden Erhöhung der objektiven Nutzenerwartung auszugehen ist». (S. 35) Bei den StimmbürgerInnen liegt zum Beispiel dann ein «eigenennütziges Verhalten» vor, wenn «die geographische Distanz zum Entscheidungsgegenstand» einen «signifikant negativen Einfluss zur Erklärung der Ja-Stimmenanteile der Gemeinden» ausübt. «Solidarisches Verhalten» ist dann gegeben, wenn die geographische Distanz keinen oder sogar einen signifikant positiven Einfluss auf die Ja-Stimmenanteile ausübt. Doch gibt sich Vatter damit noch nicht zufrieden. Er setzt in die Regressionsgleichungen auch eine Reihe weiterer Variablen ein. Dadurch erreicht er nicht nur eine Kontrolle der Variable

«Distanz», sondern kann gleichzeitig auch prüfen, wie weit andere Variablen, die von einem soziologischen (Konfession, Sprache, Wirtschaftsstruktur) oder einem politischen Ansatz (Parteistimmenanteile) in die Analyse einbezogen würden, die Varianz der Ja-Stimmenanteile erklären.

Anhand der auf diese Weise gewonnenen Daten kommt Vatter in die Lage, das Akteursverhalten zu analysieren, die Bedeutung der ökonomischen Nutzenvariablen herauszuarbeiten und mit den soziologischen Strukturvariablen und den politischen Variablen zu vergleichen. Für das Abstimmungsverhalten der StimmbürgerInnen kommt er dabei zum Ergebnis, «dass bei den untersuchten Sachabstimmungen, bei denen konkrete und einfache Kostenfragen mit unterschiedlichem Nutzen für die Abstimmenden im Mittelpunkt stehen, [...] eigennützige und projektspezifische Überlegungen eine grosse Bedeutung erhalten». Einschränkend aber muss Vatter festhalten, dass es sich von der Untersuchungsanlage her um Entscheidungsfälle handelt, die für die Anwendung der Axiome der Ökonomischen Theorie der Politik als besonders geeignet erscheinen, und dass die Relevanz der kurzfristigen und ökonomischen Einflussfaktoren bei Sachabstimmungen geringer ist, «wenn es sich um Kredite für Projekte mit direkter Schutzfunktion» handelt, wenn die Entscheidungen «in kleinen und traditionell strukturierten Entscheidungsräumen» getroffen werden und wenn bei der «Vorlage eine tiefe Konfliktintensität» besteht. Zudem stellte er fest, dass auch «einzelne sozio-kulturelle Faktoren, wie die Konfession, einen wichtigen Beitrag zur Erklärung des unterschiedlichen Stimmverhaltens» liefern. (S. 269f.) Vatters Fazit ist ein Plädoyer für eine «sinnvolle und pragmatische Berücksichtigung ökonomischer Ansätze» in Abstimmungsanalysen. Dabei kann es seiner Meinung nach aber ausdrücklich



nicht darum gehen, «die ökonomischen Verhaltensannahmen in ihrer ausschliesslichen Form zu übernehmen», dazu reicht ihre empirische Relevanz nicht aus und sind die Probleme auf theoretischer Ebene zu gross. Vielmehr müssen sie mit andern theoretischen Konzepten verknüpft und empirisch überprüfbar gemacht werden.

Für den historisch interessierten Leser ist Vatters Studie dort von Interesse, wo seine Ergebnisse zeigen, «dass eigennütziges Verhalten stark von einzelnen Umweltbedingungen abhängig» (S. 325) und zum Beispiel dann ausgeprägt ist, wenn «der Entscheidungsraum wirtschaftlich entwickelt ist, eine dichte Besiedlung und eine hohe Mobilität aufweist». (S. 257) Daraus lässt sich nämlich folgern, dass auch das «nutzenmaximierende Individuum» historisch geworden und gesellschaftlichen Entwicklungsprozessen unterworfen ist und keine anthropologische Konstante darstellt (vgl. Rudolf Lüscher, Henry und die Krümelmonster. Versuch über den fordistischen Sozialcharakter, Tübingen 1988). Wertvoll ist auch die fundierte theoretische Auseinandersetzung mit der Ökonomischen Theorie der Politik, mit der Vatter seine Dissertation abschliesst. Hier wird das «Modell vom nutzenmaximierenden Individuum» auf seine Kohärenz und seine Brauchbarkeit zur Analyse politischer Prozesse hin geprüft, an normativen Kriterien gemessen und historisch verortet.

Vatters Studie ist inhaltlich klar aufgebaut und bietet hohe methodische Transparenz. Das aufwendige Verfahren, mit dem die Kategorisierung des Verhaltens der ParlamentarierInnen anhand der schriftlichen Protokolle vorgenommen wurde, spricht für grosse Sorgfalt in der Methode. Ermüdend wirken bei der Lektüre die häufigen inhaltlichen und sprachlichen Wiederholungen. In ganz wenigen Fällen – ich konnte nur die Baselbieter Beispiele überprüfen – wäre über die

Kategorisierung des Verhaltens einzelner ParlamentarierInnen noch einmal zu diskutieren.

Gut bekommen wäre dem Buch ein sorgfältiges Lektorat. Geringfügige Fehler und sprachliche Schwächen wären dadurch vermeidbar gewesen. Dieser Mangel ist aber weniger dem Autor als dem Verlag anzulasten. Hier rächen sich nämlich die neuen Satz- und Drucktechniken, welche ganze Arbeitsschritte einer guten Buchproduktion zu überspringen erlauben. Der grosse Berner Haupt-Verlag könnte in der Reihe «Berner Studien zur Politikwissenschaft», die durch Vatters Dissertation eingeführt wird, einiges besser machen.

Ruedi Eppe (Liestal)

HEINZ LOOSER ET AL. (HG.) **DIE SCHWEIZ UND IHRE SKANDALE**

LIMMAT VERLAG, ZÜRICH 1995, 318 S., FR. 34.–

Was war das nur für eine merkwürdige Geschichte mit «weichen Bunkern»? Und wie verhielt sich das genau mit dem «Demokratischen Manifest», Herrn Cincera und seinem Archiv? Auch eifrige ZeitungsleserInnen sind oft überfordert, das Gedächtnis ist notorisch unzuverlässig, Realität und Legende mischen sich in den kolportierten Erzählungen von den bekannt gewordenen politischen Affären der Schweiz nach dem Zweiten Weltkrieg.

Eine höchst praktische, von einem Autoren-Team verfasste Skandal-Chronik mit sechzehn ausführlicher recherchierten Fällen und einer ausführlicheren Kurzübersicht im Anhang verspricht in solchen und vielen anderen Fragen rasche Orientierung. Und was angesichts der Thematik naheliegt: diese Geschichten besitzen ihren Unterhaltungswert,

zumal wenn sie journalistisch geschickt dargeboten werden. Das bezeichnet die Stärke, aber auch eine Schwäche des Buches: Die Recherche ist journalistisch, was nicht heissen soll unseriös, aber sie macht bald einmal Halt vor den Hintergründen und Zusammenhängen. Zudem macht sie auch dort, wo die Archive mittlerweile weitgehend zugänglich sind, wie für die unmittelbare Nachkriegszeit, keinen Gebrauch von diesen Materialien. Über die Bunker-Affäre, um nur dieses Stichwort nochmals aufzugreifen, wüsste man gerne Genaueres. Die Skandalchronik des Anhangs scheint sich sehr stark auf die tagesaktuellen Berichte des «Schweizer Beobachters» zu stützen (es fehlen nahezu alle Quellenhinweise), ein Vorgehen, bei dem Pannen nicht ausbleiben. So erweist sich gleich der erste, als «Kollaborationsskandal» bezeichnete Fall, gleich in mehrfacher Hinsicht als Flop: Gerade die Schweizer Botschaft in Budapest hatte sich keineswegs durch Nazifreundlichkeit ausgezeichnet; und der erwähnte Legationssekretär Harald Feller hatte sich auch nicht «ohne Adressangabe abgesetzt», sondern war von den Russen festgenommen und nach Moskau entführt worden.

Zum Teil greift ein längeres Schlusswort, das nach Gemeinsamkeiten und Unterschieden, auslösenden Momenten, typischen Abläufen und der Rolle der Medien fragt, den Einzelfall übergreifende Aspekte auf. Der «Skandal» erscheint im Fazit weniger als Korrektiv einer funktionierenden Demokratie, sondern als Instrument des Machtkampfes und Interessenausgleichs innerhalb der herrschenden Eliten. «Wer im Gruselkabinett der Skandale nach Wahrheit sucht, wird enttäuscht.» (S. 243) Die Konsequenzen der Aufdeckung sind nach dem Urteil der Herausgeber höchst beschränkt: «Skandale personalisieren und moralisieren die Politik, grundlegende politische Verän-

derungen lassen sich durch Skandale aber kaum in Gang setzen.» (S. 257)

Mario König (Basel)

JEAN-MARC BIGLER AUX ORIGINES DE LA STRATÉGIE DE DISSUASION AMÉRICAINE

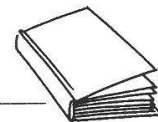
PETER LANG, BERNE 1995, 230 P., FS 49.–

Pour comprendre la stratégie américaine de dissuasion nucléaire, le retour à l'avènement de l'État-nation au XVIII^e siècle et de la révolution industrielle est nécessaire, car ces deux événements apportent un changement fondamental dans la conduite de la guerre.

Tout d'abord, l'État-nation et sa masse de citoyens permettent l'engagement de troupes considérables avec une tendance marquée à la démesure, car désormais la totalité des ressources nationales sont engagées dans le conflit.

Ensuite, la guerre de Sécession (1861–1865), première guerre industrielle de l'histoire, voit l'apparition de stratégies visant à épuiser les ressources internes de l'ennemi par la mise sur pied d'attaques sur le pays lui-même, car les engagements armés directs ne suffisent plus à eux seuls pour remporter la victoire. Avec l'arrivée de la guerre industrielle, on tend alors vers un absolu jusqu'alors resté dans le domaine du théorique, soit une guerre visant l'anéantissement complet de l'ennemi.

Cet objectif de l'anéantissement total de l'ennemi s'accorde d'ailleurs parfaitement avec l'idéologie et la politique américaines. En effet, depuis l'arrivée des premiers colons anglo-saxons, les Américains ont la conviction d'être une nation élue et, plus encore, rédemptrice pour le reste de l'humanité encore prisonnière d'idées considérées comme obsolètes. Cette conviction se conjugue avec le



choix d'une politique isolationniste à l'égard du Vieux Continent. Lorsque les Américains se voient contraints de sortir de leur isolationnisme, la tentation est alors grande de mettre fin à la guerre le plus rapidement possible en anéantisant l'ennemi. Dans cette optique, ils cherchent très vite à acquérir une arme absolue censée, du fait de ses propriétés dissuasives, écourter la guerre, voire même l'éliminer des relations internationales.

Si l'utilisation de la puissance aérienne à partir du premier conflit mondial ne remplit pas cet office, elle marque pourtant une étape importante dans les conceptions stratégiques de la guerre en général. En effet, la puissance aérienne est le moyen par excellence de pénétration au cœur du dispositif ennemi. Ces bombardements aériens dits stratégiques marquent ainsi le développement de «représailles massives» à l'égard de l'ennemi perçu dans sa globalité civile et militaire. De plus, ils s'accordent avec cette volonté de punir et de conclure rapidement qui guide les Américains dans leur conception de la guerre.

Avec l'apparition de l'arme atomique en 1945, le phénomène de la guerre est complètement dénaturé, car il n'y a plus de montée en puissance possible des actions militaires classiques et toute défense devient dérisoire face à l'impossibilité d'imaginer un système de défense efficace. Dans l'«idéal», elle représente donc l'aboutissement de l'obsession américaine de mettre au point une arme absolue permettant la dissuasion de la guerre et la recherche de la capitulation inconditionnelle de l'ennemi. C'est dans le droit fil de cette logique de recours à l'arme nucléaire et de bombardements stratégiques qu'il faut comprendre les raids de 1945 sur Hiroshima et Nagasaki.

Normalement, l'arme atomique aurait dû mettre fin à la politique de puissance.

Mais, rompant avec leur tradition isolationniste, les États-Unis s'érigent désormais en gardien de la sécurité du système international. Dans cette optique, ils ne peuvent que difficilement résister aux avantages de la bombe atomique pour faire régner la terreur nucléaire et assurer ainsi l'avenir de leur prédominance politique, économique et militaire. La Guerre froide a de beaux jours devant elle...

Avec elle, se développe la stratégie de l'endiguement communiste, qui devient petit à petit l'un des moteurs du développement de la dissuasion nucléaire américaine débouchant, en définitive, sur une course effrénée aux armements. Ainsi, alors même que l'arme nucléaire rend obsolètes les schémas habituels de pensée, les États-Unis n'en continuent pas moins de les appliquer à une réalité stratégique radicalement nouvelle.

Le mérite essentiel de cette étude en sciences politiques réside dans la prise en compte de la dimension de la longue durée chère à Braudel, dimension rarement présente dans ce type de travaux. Cette ambition légitime ne va d'ailleurs pas sans poser quelques risques de généralisations hâtives, puisque l'auteur, se concentrant sur les relations américaines avec l'Europe, tend indirectement à généraliser à l'ensemble de la politique américaine l'attitude isolationniste et de non-recours à la guerre. La doctrine élaborée par Monroe à l'égard du continent sud-américain offrirait un point de vue plus nuancé sur la politique poursuivie par les États-Unis: l'abandon de la politique isolationniste vis-à-vis de l'Europe, que Jean-Marc Bigler nous présente comme un retournement à 180° de la politique extérieure américaine, ne constitue-t-elle pas plutôt, au regard de l'expérience sud-américaine, l'aboutissement d'une volonté hégémonique?

En outre, la fin de l'ouvrage, consacrée aux différentes options stratégiques

nucléaires infléchies par le nouveau rôle international des États-Unis et par le contexte d'après-guerre, opère un changement conceptuel en remplaçant la logique de l'histoire longue par une option purement chronologique des événements. Ce changement conceptuel nuit alors à la cohérence de l'ensemble et l'auteur – mais aussi le lecteur – s'y perd quelque peu. Heureusement, la conclusion élaborée sous forme de synthèse permet de corriger le tir et de rassembler les différentes pistes élaborées dans l'ouvrage.

Lyonel Kaufmann (Corseaux)